Vendredi 8 novembre 1946. — HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" — Prix : 5 francs N° 148

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

Le 10 Novembre

VOUS VOTEREZ POUR CE PROGRAMME

REVALORISATION GENERALE DES SALAIRES
traitements, pensions et retraites sur la base d'un MINIMUM VITAL établi par les organisations syndicales et garanti par l'ECHELLE MOBILE des salaires.

CONTROLE OUVRIER
sur la production et les prix à tous les stades de la production et de la répartition. Ouverture des livres de comptes patronaux par les délégués ouvriers.
Suppression du secret commercial.

CONTROLE POPULAIRE DU RAVITAILLEMENT
par les organisations ouvrières, paysannes et les ménagères.

FAIRE PAYER LES RICHES
en cessant tout versement d'indemnité aux gros actionnaires des entreprises nationalisées.
en EXPROPRIANT les banques et les grandes industries.

SUPPRESSION DES CREDITS MILITAIRES
égaux, actuellement au tiers du budget.

DEFENSE DE LA LAICITE
par la fermeture des écoles religieuses et la création d'une école laïque unique, gratuite et obligatoire.

DROIT DES PEUPLES D'OUTRE-MER A DISPOSER D'EUX-MEMES

DEFENSE DES LIBERTES OUVRIERES ET DEMOCRATIQUES
Pas de limitation au droit de grève.
Représentation proportionnelle intégrale.
Révocabilité des élus.
Election des magistrats.
Assemblée unique et souveraine.

Indice officiel des prix de détail : Août 750, Octobre 858

CONTROLE OUVRIER SUR LES PRIX !

Editorial

Il faut voter P. C. I.

EN moins de six mois, le patronat a su reprendre les avantages qu'il avait dû concéder aux travailleurs : les 25 % sont dépassés par la hausse du coût de la vie. M. de Menthon a mis sa signature au bas des décrets de la vie chère. M. Robert Schuman — vigilant adversaire du rajustement des salaires, des traitements, des pensions et retraites — est peu soucieux d'arrêter la course à la catastrophe financière. A travers

par Paul PARISOT

l'inflation la bourgeoisie prépare une nouvelle vaste opération contre le pouvoir d'achat des masses laborieuses. L'Etat capitaliste tout entier reste le moyen de domination de la finance et de la grosse industrie. La preuve en est faite.

★

Les dirigeants socialistes et communistes se sont-ils opposés aux manœuvres capitalistes, à la hausse des prix, à l'inflation qui fait payer les pauvres et donne aux affameurs leur meilleure chance ? Se sont-ils mis en travers du complot contre les libertés ouvrières et démocratiques ? Non. Les chefs des deux plus grands partis ouvriers ont siégé au gouvernement à côté des de Menthon et des Schuman. Ils ont voté la confiance à Bidault lorsqu'il refusait toute augmentation aux fonctionnaires. Ils ont voté les crédits militaires pour financer la guerre d'Indochine. Ils ont fait de la personne du général de Gaulle une idole au-dessus des classes et des partis. Ils ont voté la Constitution anti-démocratique du 13 octobre.

★

La preuve est faite que les dirigeants responsables des deux grands partis qui se réclament de la classe ouvrière s'apprêtent non pas à rompre la coalition, à former un gouvernement des partis ouvriers ou passer dans l'opposition, mais à participer à de nouvelles coalitions avec les hommes du capital.

Et lorsque Julien Racamond, secrétaire de la C.G.T. donne au journal capitaliste Paris-presse une interview où il explique que la culbute financière est proche, que les rajustements de salaires sont nécessaires à bref délai et que seule l'organisation populaire du ravitaillement peut venir à bout des manœuvres des trafiquants alors en entend bien l'Aube et l'Epoque aboyer, mais l'Humanité et le Populaire se taisent.

★

Les seules solutions aux problèmes des salaires et du ravitaillement, les seuls moyen d'assurer la sauvegarde de la laïcité et des libertés ouvrières et démocratiques sont ceux que la bourgeoisie craint et que ses alliés dans le camp ouvrier refusent de mettre en œuvre. Ce sont : l'ECHELLE MOBILE des salaires, traitements, retraites et pensions, seule garantie contre la hausse des prix ; le MINIMUM VITAL établi par les organisations syndicales comme base d'une revalorisation générale du pouvoir d'achat des masses ; le CONTROLE OUVRIER sur la production et sur les prix à tous les stades ; le CONTROLE POPULAIRE DU RAVITAILLEMENT. Pour réaliser cette politique, l'UNITE D'ACTION DES TRAVAILLEURS doit surgir sur les lieux de travail et dans les syndicats. Elle entraînera LA RUPTURE DE LA COALITION des partis ouvriers avec les partis bourgeois.

Les masses laborieuses n'ont pas besoin de nouvelles phrases sur l'union des riches et des pauvres, des exploités et des exploiteurs, des opprimés et des oppresseurs. Elles ont besoin du P. C. I. nouveau parti ouvrier véritablement communiste et véritablement internationaliste. Elles ont besoin de porte-parole fidèles de leurs luttes au parlement bourgeois. Le P. C. I. est le seul parti qui défende en toute occasion les intérêts des masses laborieuses. Il est le parti de la révolution socialiste.

La preuve est faite qu'il faut voter

COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

LA VIANDE
aliment interdit aux travailleurs

Allons-nous être privés de viande cet hiver ?

Au seuil de l'hiver, la situation alimentaire des travailleurs est telle qu'on se demander avec angoisse ce qu'elle sera en décembre. La viande est en voie de disparaître de la table des familles ouvrières.

Le bœuf a fui du marché, du moins de celui qui est accessible aux petites gens. Le veau, depuis qu'il est taxé, devient introuvable pour ceux qui ne fréquentent pas les restaurants du « noir ». Le prix de la viande de mouton atteint 450 francs le kilo. A partir du 10 novembre, date où le mouton passera dans le secteur taxé, il prendra le même chemin qu'ont pris les bœufs et les veaux.

Le matin ,dans les quartiers ouvriers, rares sont les ménagères que l'on peut voir rapportant de la viande dans leurs filets. Dès maintenant, les prix du porc et du gibier qui, seuls, seront en vente libre à partir du 10 novembre, commencent à monter. Il est à prévoir qu'ils atteindront des cours fabuleux.

D'ici quelques jours, la viande de bœuf, veau et mouton, se vendra derrière le comptoir et le pauvre consommateur pourra se rassasier de la vue des lapins et des lièvres aux vitrines des boutiques de gibier.

Après ce triste tableau, nous avons pour nous consoler, le réconfort des promesses de déblocage du « frigo ». Farge a oublié de dire que les réserves de frigo destinées à être débloquées au printemps, époque où il y a baisse dans l'arrivage du bétail aux abattoirs, peuvent assurer 150 grammes de viande tous les quinze jours au consommateur. C'est avec cela que les ouvriers devront aller travailler et que les gosses et les mères de familles tiendront le coup cet hiver !

Dès maintenant, l'achat de la viande n'est possible qu'à ceux qui peuvent s'alimenter au marché noir. Comme nous le disions dans le derniere numéro de *La Vérité*, marchands de bestiaux et chevillards organisent la disette, favorisée par l'incurie gouvernementale et la passivité des partis ouvriers ainsi que des dirigeants cégétistes.

Les causes de la situation actuelle

De tous côtés on murmure : « Si les paysans ne veulent pas livrer le bétail, c'est qu'ils n'ont pas confiance dans la monnaie, la menace d'inflation les effraie ». Mais, comme par hasard, les éleveurs demandent une augmentation des prix à la production, c'est donc qu'ils accordent une certaine valeur à notre franc. Les véritables causes de la pénurie actuelle, c'est que, marchands de bestiaux et maquignons, écument les campagnes où ils raflent à n'importe quel prix le bétail qu'ils font filer dans le circuit du « noir », forts de l'impunité gouvernementale. Le gouvernement a laissé les marchands de bestiaux corrompre les producteurs par la pratique du marché noir. En outre, Farge, en abaissant les prix à la production pour sauvegarder les bénéfices des intermédiaires, favorise les réticences des paysans à livrer le bétail à la taxe.

Ainsi, l'expérience Farge aboutit à donner toute liberté aux grossistes pour réaliser des bénéfices scandaleux en affamant les masses laborieuses. En outre, on dresse les ouvriers contre les paysans.

La solution ne réside pas dans le marché libre comme le clament les chevillards à qui *L'Aurore* et autres torchons réactionnaires emboîtent le pas, mais dans la prise en charge du ravitaillement par les travailleurs citadins et ruraux.

La passivité des partis ouvriers laisse le champ libre aux affameurs. Le P.C.F. lié au M.R.P. par le tripartisme, voulant étendre demain la coalition jusqu'aux radicaux, est dans l'incapacité de placer la lutte contre les affameurs sur son véritable plan ; on ne peut faire appel à l'initiative populaire pour supprimer les intermédiaires quand on s'allie avec leurs plus fermes soutiens au gouvernement.

Pour le contrôle populaire du ravitaillement

Le P.C.F. ne pourrait s'engager vers le contrôle populaire du ravitaillement que s'il rompait avec la bourgeoisie. La politique de collaboration de classes l'oblige à mener le combat sur un plan purement platonique. Les bonzes staliniens de la C.G.T. en sont réduits à envoyer André Lunet, des syndicats de la région parisienne, haranguer à la Villette les marchands de bestiaux et les chevillards pour faire appel à leur raison !

Les dirigeants ouvriers, pour essayer de calmer le mécontentement des travailleurs et leur donner l'impression que l'on fait quelque chose se livrent à de véritables bouffonneries dont on rirait s'il ne s'agissait pas de problèmes aussi graves.

R. VALENSI.

(Suite page 4.)

La meilleure réponse

« Il y en a des millions dans notre pays... »

La meilleure réponse à nos propositions d'entente électorale entre les partis ouvriers comme, plus généralement, à notre propagande, nous est fournie par les militants socialistes et communistes français. Les chefs socialistes se taisent, mais la Fédération S.F.I.O. de Seine-et-Oise demande la prise en considération de nos propositions. Toute une série de sections socialistes se prononcent dans le même sens. Et dans nos réunions les militants socialistes applaudissent les orateurs du P.C.I. et se préparent à voter pour le seul parti révolutionnaire. Bien mieux, des sections socialistes discutent du vote à émettre dimanche et certaines d'entre elles décident à la majorité de voter P.C.I.

C'est de la même manière que la meilleure réponse aux calomnies staliniennes nous vient du P.C.F. De nombreux militants communistes nous manifestent leur sympathie, reprennent nos mots d'ordre, accusent leurs dirigeants de mensonge et de calomnie, rejoignent nos rangs.

Les dirigeants staliniens sont contraints de pourchasser le communisme véritable au sein de leur propre parti, de calomnier et d'exclure des militants convaincus et respectés. Auguste Lecœur, sous-secrétaire d'Etat communiste français, écrit dans le journal stalinien de la Rochelle qu'il faut rechercher les hitlériens dans les rangs du P.C.F. Quiconque émet des doutes sur la « collusion hitléro-trotskyste » est à son tour qualifié de hitlérien. De même quiconque demande que les revendications des travailleurs soient soutenues par la grève quand c'est nécessaire.

Mais quelles réponses s'attirent les calomniateurs de la part des militants communistes ! La secrétaire de la cellule Danielle Casanova — maintenant dissoute — à Blois, écrit au député stalinien Bernard Paumier : « Les hitlériens que vous prétendez que nous sommes, il y en a des millions dans notre pays grâce auxquels le P.C.F. a été le premier parti de France. N'oubliez pas que ces millions voteront dès qu'ils le pourront pour la IVe Internationale... »

Dans une lettre au secrétaire fédéral stalinien, la même militante écrit : « C'est aux cris de vive la IVe Internationale que je te dis merci de m'avoir exclue. » Et elle dénonce les mensonges et les calomnies, le mépris des militants, les mœurs bureaucratiques qui règnent dans le P.C.F.

C'est que le mensonge et le bureaucratisme sont devenus indispensables aux dirigeants staliniens pour masquer leurs trahisons. Cela ouvre les yeux aux communistes sincères, mieux que ne pourrait le faire la propagande du P.C.I. Ils s'aperçoivent de la gigantesque duperie qu'on leur a montée et Ils disent comme cette camarade : « Nous avons perdu en Trotsky, nous les parias du monde entier, le plus bel atout de notre jeu. »

GEOFFROY.

Pour frapper les exploiteurs et briser la coalition des partis ouvriers et de la réaction votez P.C.I.

Les travailleurs doivent aujourd'hui livrer trois batailles : la bataille des salaires, la bataille des prix et celle du ravitaillement.

Cela peut s'exprimer en une seule formule : la défense du pouvoir d'achat.

Le pouvoir d'achat des travailleurs baisse chaque jour davantage.

Une estimation officielle annonce que, depuis le mois d'août, l'indice des prix de détail est passé de 750 points à 858 en octobre. (On a pris comme base : 100 en 1938.)

D'après la même estimation officielle, les prix de l'alimentation sont montés de 800 points en septembre à 866 points en octobre.

Soulignons-le. Ces chiffres ne correspondent qu'aux prix officiels taxés. Les premiers sont calculés sur la base de trente-quatre articles. Or, tout le monde sait, d'une part, que les « officiels » calculent leurs indices de prix en se servant même d'articles de consommation non courante dont les prix n'augmentent pas. Et, d'autre part, que, sur le plan de l'alimentation, les prix taxés ne correspondent que très faiblement aux réalités quotidiennes.

Cela n'empêche pas M. Paul Reynaud d'affirmer à Paris-Presse que le balayeur d'un ministère qui touchera 10.000 francs par mois sera un odieux privilégié. Et qu'il constituera un mauvais exemple pour un balayeur d'usine qui n'en gagne que la moitié !

Pourtant, les chiffres sont là. Alors que les salaires sont à nouveau bloqués, les prix ne cessent pas d'augmenter.

Pour arrêter la montée incessante des prix, pour frapper les capitalistes et les intermédiaires affameurs, la classe ouvrière doit passer à l'action revendicative.

Ce qui doit être conquis, c'est d'abord un salaire minimum vital garanti par l'échelle mobile.

Ce qui doit être imposé, c'est le contrôle ouvrier sur les prix, contrôle qui doit être exercé, dans les usines, par les comités ouvriers démocratiquement élus, dans l'alimentation, par les délégués des paysans travailleurs, des ouvriers et des ménagères.

Halte à la montée des prix ! Halte à la misère ! En avant ! pour la défense du pouvoir d'achat.

Pointes Rouges

Vichynsky fait des adeptes

Vichinsky, comme chacun sait, a été prier à la cathédrale Saint-Patrick de New-York pour la réussite de la Conférence de la Paix. Ce nouveau tournant a été accueilli dans le P.C.F. avec l'enthousiasme que

l'on devine. C'est ainsi qu'on a pu lire dans l'Etoile du Quercy, *organe du P.C.F. du Tarn-et-Garonne, du 26-10-46, sous le titre suggestif : « Où est le lustre ? », l'article suivant :*

« Nous avons à Varen une église classée monument historique. Or, tout dernièrement un lustre a disparu. Pour calmer le mécontentement de la population, le curé a annoncé qu'il avait été enlevé pour qu'on en rafraîchisse les dorures. Espérons que nous *reverrons ce lustre, et qu'il n'aura pas suivi le même chemin que les marbres de l'autel. »*

Misérable prêtre vénal qui fauche le lustre et les marbres, privant ainsi les vaillants militants de leur nourriture spirituelle. Prends garde, curé ! N'oblige pas le peuple à aller à la messe au village voisin, Leros. Le parti de la Renaissance française veille ! Pour des messes qui chantent, pour le retour du lustre, tous en masse derrière la cellule de Varen !

Espoir, toi sans qui les choses...

Dans le métro, à certains endroits, de nouvelles affiches ont remplacé les célèbres « Dubo... Dubon... Dubonnet ». *D'énormes caractères nous intiment :* « *Espère... Espérons...* Espérez ». *Cette conjugaison astucieuse et réconfortante défile devant les yeux des travailleurs qui courent s'enfermer, le matin, dans leurs bagnes, pour des salaires engloutis, dès avant d'être payés, par le coût de la vie...*

Espérez... *les camarades ministres vont vous arranger ça. Le soir, en revenant, toujours aussi tassés, ils se disent :* « Espérons *qu'il y aura quelque chose dans notre assiette ». Quant aux candidats, ils espèrent être réélus et recommencer, pour cinq ans cette fois.*

A vrai dire, c'est un peu dangereux, ces affiches, parce que ces espérances sous tous les angles et le ventre creux ça pourrait peut-être faire voir aux travailleurs combien ils se payent leur tête, ceux qui font poser ces affiches.

Les cannibales

P. Rivet mène la campagne électorale dans son secteur. Ça donne des choses curieuses.

Ainsi le docte camarade professeur n'a-t-il pas déclaré : « Le Front populaire a donné des crédits considérables à l'Armée, à la Marine et à l'Aviation. Mais les militaires, dont c'était le devoir de préparer la guerre, n'ont pas su employer ces crédits. »

Paul Rivet ou l'Internationale revue et corrigée par le tournant à gauche du parti socialiste : « S'ils s'obstinent, ces cannibales, à ne pas utiliser leurs crédits... », etc.

Préparez la guerre, généraux, ou nous instaurons la grève aux armées...

Cinq étoiles en moins

Le général a fait connaître par son Capitant d'ordonnance son programme de réformes sociales : A Wagram, la sensation acrobatique de la campagne électorale a affirmé : « Il faut supprimer la condition prolétarienne ». Péremptoire, net, clair et précis. Et simple aussi, il suffisait d'y penser. Mais en réfléchissant, ça n'a même pas le mérite de l'originalité. Parce qu'entre nous, avant le général, le maréchal nous l'a répété à maintes reprises. Du maréchal gâteux à l'élève des Jésuites, il n'y a pas grande différence ; cinq étoiles en moins, mais à part ça...

Où sont les diviseurs ?

*Nous sommes, paraît-il, des « diviseurs ». Mais l'*Humanité *vient de signaler que des listes communes socialo-communistes aux élections auraient fait gagner quatre-vingt sièges aux partis ouvriers.*

Il y avait une autre façon, aussi, d'écraser la bourgeoisie au cours de cette campagne. Il était possible de réaliser un désistement mutuel des partis ouvriers partout où la division risquait de faire passer un radical, un M.R.P. ou un P.R.L.

C'est ce que nous avions proposé dans notre lettre au P. S. et au P. C. F., lettre restée sans réponse.

Ou plutôt si, il y a eu une réponse : la calomnie.

Un silence qui est un aveu

Le bureau politique de notre parti attend toujours les réponses officielles du Parti communiste français et de la S.F.I.O. à ses propositions d'accord entre les trois partis ouvriers en vue d'assurer à chacun le maximum d'élus dans ces élections.

Le silence des deux grands partis constitue un aveu : les chefs socialistes et communistes français préfèrent les tractations avec le M.R.P. ou les radicaux — avec les hommes de la bourgeoisie.

Ce vœu tacite est confirmé par les déclarations de l'Humanité qui écrit qu'avec des listes communes P.S.-P.C.F., il y aurait quarante députés socialistes et trente communistes de plus. Dans quarante circonscriptions la présence d'une liste P.C.F. fait passer un candidat bourgeois à la place d'un socialiste. Dans trente circonscriptions c'est la présentation d'une liste socialiste qui fait passer un bourgeois à la place d'un communiste. Voilà les résultats désagréables qu'entraîne la loi électorale antidémocratique votée par le P.C.F. et le M.R.P. et qu'auraient pu écarter nos propositions.

Mais les deux grands partis qui se réclament de la classe ouvrière se soucient avant toute autre chose de barrer la route du Parlement aux communistes internatoinalistes.

Les dirigeants communistes français viennent pourtant de donner une réponse officieuse à nos propositions. Cette réponse figure dans un document intérieur au P.C.F. dont s'est servi un de nos contradicteurs staliniens. La voici en résumé : « Si nous acceptions, nous P.C.F., la proposition de désistements réciproques faite par le P.C.I., cela éviterait en effet toute division des voix ouvrières, mais nous ne pourrions plus traiter les trotskystes de « diviseurs. » Ainsi les dirigeants communistes entretiennent sciemment la division sur le plan électoral après s'être fait diviseurs et jaunes dans les grèves. Ils divisent pour pouvoir crier à la division. Le procédé n'a rien de neuf. Le P.C.F. reprend la tradition vieille comme le monde du voleur qui crie « au voleur », de l'incendiaire qui crie « au feu ».

Quant à la S.F.I.O., ses dirigeants sont sans doute à la recherche d'une formule officielle qui, selon les termes employés par le camarade Deschezeller, « ne puisse pas être utilisée contre le parti socialiste ».

« La Vérité »
— est en vente —
tous les vendredis
dans tous les kiosques

« La Vérité », 19, rue Daguerre, Paris (XIVe). Tél. : SUF. 62-31.

CE QUI SE TRAME

L'AFFAIRE pourrait être claire. D'un côté le M.R.P. et toute la séquelle de groupes réactionnaires. De l'autre, les partis qui se réclament de la classe ouvrière. Mais il n'en est pas ainsi.

A droite, nous voyons le M.R.P. se préparer à construire un nouveau ministère tripartite ou quadripartite. Son mot d'ordre « Bidault sans Thorez », il n'y croit pas lui-même. C'est Bidault qui déclare, dans tous ses discours : « Le gouvernement de demain sera celui que les électeurs feront par leur vote du 10 novembre. » Et il ne s'imagine certainement pas que les communistes reviendront beaucoup moins nombreux au Parlement.

La campagne anticommuniste du M.R.P. n'est destinée encore qu'à obtenir de nouvelles concessions des « communistes » français. Et le danger, justement, réside dans l'absence d'esprit d'offensive chez ceux qui prétendent représenter la classe ouvrière. La campagne anticommuniste, qui ne se situe, pour l'instant, que dans le domaine des polémiques électorales, ne pourra que s'exacerber et en venir, finalement, sur le terrain des coups d'Etat bonapartiste ou fasciste, si l'attitude capitularde du parti communiste français et du parti socialiste se maintient telle qu'aujourd'hui.

On invite M. Herriot

Et il ne semble pas que cette attitude de capitulation se transforme en esprit d'offensive dans les jours et les mois qui viennent. Au contraire, on peut affirmer sans crainte de se tromper que les leaders staliniens et réformistes se préparent à entrer dans un nouveau ministère Bidault, accompagnés, cette fois, du radical Herriot.

En témoignent les discours de ceux qui dirigent véritablement la politique du parti socialiste, les Le Troquer, les Jules Moch, les Depreux, qui n'hésitent pas à déclarer : « Il faudra faire preuve, une fois de plus, de « réalisme » pour la formation du prochain ministère ». Et l'on sait ce que « réalisme » signifie dans la bouche de ceux qui, depuis des années, ont une expérience à toute épreuve sur le terrain de la collaboration avec les capitalistes et les politiciens à leur solde.

Quant au parti communiste français, il a découvert un nouveau slogan qui, en réalité, n'est que la réédition du Front Populaire : l'Union de tous les républicains, le rassemblement à gauche.

Avec qui, ce rassemblement à gauche ? Naturellement avec le parti socialiste, et aussi avec le parti radical de Herriot et Daladier, et la Ligue des Droits de l'Homme ?

Ainsi, le parti communiste français se prépare encore, non seulement à renflouer le parti radical aux yeux des masses françaises, mais aussi à introduire dans le nouveau gouvernement les personnages les plus corrompus de la vie politique française.

Le Front Populaire

Pourtant, l'expérience du Front Populaire n'est pas si lointaine. Sous la pression des grandes grèves de juin 1936, le patronat et le gouvernement de Front Populaire furent bien obligés d'accorder quelques satisfactions aux travailleurs de ce pays. Mais l'expérience de la collaboration avec « les radicaux-qu'il-ne-faut-pas-confondre-avec-la-réaction » aboutit, on le sait, à la victoire de Daladier et non à la victoire de la classe ouvrière. Et la victoire de Daladier, on le sait aussi, ce fut la victoire remportée sur la classe ouvrière le 30 novembre 1938, la politique des décrets-lois, l'interdiction du parti communiste français et de *l'Humanité*, les premières mesures de force contre les libertés ouvrières, mesures qui préludaient à celles de la clique vichyssoise.

Ces bons radicaux, le parti communiste français veut les avoir à côté de lui dans le futur gouvernement. Sans doute pour lui permettre de mieux faire avaler sa collaboration avec le M.R.P. Cette fois, on pourra dire : « Nous faisons des concessions, mais nous les faisons à un parti laïque et démocratique. »

Les radicaux, ce n'est pas la laïcité. Comme le M.R.P., ils réclament la liberté de l'enseignement. Ils ne réclament pas les subventions pour les écoles religieuses, mais tout le monde sait bien que pour avoir un siège, ou même un strapontin quelconque, les radicaux sont prêts à voter n'importe quelle loi réactionnaire.

Les radicaux, ce n'est pas la démocratie. L'exemple de Daladier est là pour nous le rappeler : lorsque les capitalistes doivent mater la classe ouvrière, les agneaux radicaux savent se transformer en loups.

La présence des radicaux dans le prochain gouvernement ne servira même pas de frein contre le M.R.P. Au contraire, les radicaux, c'est la lutte acharnée contre les nationalisations, c'est la lutte délibérée pour la liberté du marché alimentaire, c'est-à-dire pour une hausse des prix effrénée, c'est la porte ouverte à toutes les intrigues de couloir autour de la personne de notre apprenti dictateur.

Voilà ce qui se trame : une nouvelle et scandaleuse collaboration des partis ouvriers à un gouvernement bourgeois ; de nouvelles concessions aussi bien sur le terrain constitutionnel que sur le terrain économique ; toute liberté encore pour le développement de la propagande gaulliste, pour la préparation de coups d'Etat réactionnaires.

Contre cette politique des partis ouvriers, le parti communiste internationaliste appelle les travailleurs à voter pour lui le 10 novembre. Plus encore, il les appelle à lutter pour leurs conditions de vie, pour leurs salaires, contre la hausse des prix, pour le contrôle populaire du ravitaillement. C'est en luttant de cette façon dans les usines et dans les quartiers que les travailleurs pourront exiger la rupture, par les partis ouvriers, de la coalition avec les partis bourgeois soi-disant démocratiques. C'est de cette façon qu'ils empêcheront la révision de la Constitution dans un sens réactionnaire et qu'au contraire, ils imposeront avec un gouvernement ouvrier et paysan, la réalisation de leur programme révolutionnaire.

S. ROCHAL.

La "JEUNE GARDE" va paraître

La Jeunesse Communiste Internationaliste prépare activement l'édition d'un journal destiné à la jeunesse travailleuse : « La Jeune Garde ». « La Jeune Garde » renouera la glorieuse tradition antimilitariste et internationaliste de la jeunesse communiste de l'occupation de la Ruhr et de la guerre du Maroc. Tous les travailleurs révolutionnaires apporteront leur soutien au journal de la J.C.I. dans sa bataille contre le militarisme et le chauvinisme.

Jeunes lecteurs de « La Vérité », réclamez « La Jeune Garde » à la J.C.I., 19, rue Daguerre, Paris (14e).

IL Y A 29 ANS LE PROLÉTARIAT RUSSE

guidé par le parti de Lénine et Trotsky prenait le pouvoir

Ce qui a rendu possible OCTOBRE 1917

par S. ROCHAL

IL y a vingt-neuf ans, un pays arriéré, à demi féodal, accomplissait la première révolution prolétarienne victorieuse. Comment ce miracle a-t-il été possible ? Comment le pays d'Europe qui semblait le moins désigné pour montrer la voie aux travailleurs du monde entier, comment ce pays, à population largement paysanne, pouvait-il accomplir ce pas décisif dans la construction d'une nouvelle société basée sur une économie industrielle rationnelle ? L'explication de ce fait est possible si l'on se souvient, non seulement de l'état d'épuisement du régime tsariste en février 1917, de la guerre désastreuse que l'impérialisme russe tentait de mener contre les impérialismes de l'Europe centrale, mais aussi de la présence d'un parti qui pouvait s'intituler lui-même le parti le plus révolutionnaire de l'histoire.

« Faut-il s'arrêter en chemin ? »

Février 1917 : les défaites sur le front ont démoralisé le soldat russe, l'ont empli d'une colère sans nom contre ses officiers incapables ; la disette a brisé le moral à l'arrière, les travailleurs de Pétrograd et de Moscou se souviennent de la première révolution russe en 1905 ; les paysans se rebellent contre le servage que leur imposent les grands propriétaires fonciers et se révoltent contre l'absurdité de la guerre. C'est alors qu'une première citadelle est emportée : dans les grands centres industriels et sur les fronts de guerre, la révolution des opprimés balaie le tsarisme.

La question se pose alors : faut-il s'arrêter en chemin ? Faut-il se contenter de renverser l'oppression tsariste et continuer à subir celle des capitalistes et des seigneurs terriens ?

A cette question, le parti capitaliste, connu sous le nom de parti des « cadets », répond naturellement : *oui*. Le parti socialiste révolutionnaire de Kérensky, qui prétend représenter la paysannerie, mais qui a partie liée avec les capitalistes, répond : *oui* lui aussi. Le parti social-démocrate (connu sous le nom de « menchevick ») affirme à son tour que la Russie n'est pas mûre pour une révolution socialiste et conseille aux ouvriers et aux paysans de se laisser mener maintenant par les soi-disant démocrates bourgeois.

L'audace du parti bolchevik

A la même question, le parti bolchevik, qui prendra bientôt le nom de parti communiste, répond tout autrement.

On dit souvent que le parti bolchevik a été surtout un parti audacieux. Mais son audace ne venait pas du caractère exceptionnel de ses dirigeants. Lénine, Trotsky, Sverdlov, Kamenev et Zinoviev étaient, certes, des révolutionnaires particulièrement trempés. Mais, plus encore, ils étaient convaincus de la nécessité de la révolution socialiste et celle-ci, pour eux, ne pouvait être qu'une révolution se développant sur le plan international.

Ni Lénine, ni Trotsky n'ignoraient, en 1917, le caractère arriéré de l'Etat russe et les difficultés qui pourraient surgir devant un jeune Etat socialiste. Mais la possibilité s'offrait de porter immédiatement un coup très rude au capitalisme mondial, de faire retentir, au milieu de la boucherie impérialiste de 1914-1918, l'appel brûlant des communistes russes. La révolution prolétarienne en Russie devait ouvrir la voie à la révolution prolétarienne dans le reste de l'Europe. Les travailleurs russes devaient montrer la voie aux travailleurs allemands, français, anglais et italiens.

Lorsque Lénine et Trostky disent : « Dans toute la Russie, nous avons maintenant des soviets. Ces soviets, ces comités de soldats, d'ouvriers et de paysans élus par tous les opprimés ont sur le front, dans les centres industriels et dans les campagnes, la confiance de ceux qu'ils représentent. Ils doivent prendre tout le pouvoir ! », ils pensent : « L'exemple des soviets s'étendra dans toute l'Europe. Partout, les travailleurs sauront imposer le pouvoir de leurs comités élus, le nouveau pouvoir de la démocratie socialiste. »

« Tout le pouvoir aux Soviets »

Voilà ce qui permettait à Lénine et aux autres chefs bolcheviks d'être « audacieux ». Lorsque les bolcheviks entraînent, de février à octobre 1917, les masses russes à l'assaut du pouvoir, ils songent réellement au prolongement de leur révolution, dans les rangs de l'armée allemande surtout, qui vient de pénétrer en territoire russe.

C'est pourquoi ils peuvent mettre en avant, en Russie même, des mots d'ordre qui reprennent toutes les aspirations des paysans pour le partage des terres, toute la colère du soldat contre une guerre absurde, toute la volonté de la classe ouvrière d'en finir avec l'exploitation capitaliste. Et le parti bolchevik lance son slogan fameux : « La terre aux paysans, l'usine à l'ouvrier, la paix pour le soldat. » Tous les mots d'ordre se résument en un seul : « Tout le pouvoir aux soviets ! »

Et le pouvoir des soviets va naître, le 7 novembre 1917, lorsque les bolcheviks vont profiter du congrès panrusse des soviets où sont réunis tous les délégués des soviets de Russie, pour prendre le pouvoir. C'est le 7 novembre 1917 que nait le premier gouvernement soviétique, avec Lénine à sa tête.

La révolution se propage

Rapidement se confirmeront les espoirs des communistes russes, Le jeune gouvernement soviétique devra signer, sous la contrainte, un traité de paix avec l'Allemagne. Mais les négociateurs de Brest-Litovsk s'adressent par-dessus la tête de leurs généraux, aux travailleurs allemands sous l'uniforme. La fraternisation entre soldats commence sur le front. Lorsque, en novembre 1918, la révolution éclatera en Allemagne et balaiera le kaiser, les soldats allemands se souviendront de l'exemple russe : les comités naîtront dans les régiments et dans les usines. Aux noms de Lénine et de Trotsky feront écho les noms de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. La défaite des empires centraux entraînera la révolution en Hongrie et en Autriche. Même dans les pays victorieux commenceront à se dessiner les traits d'une profonde crise révolutionnaire.

Pour les bolcheviks, la création du parti communiste en Russie et la prise du pouvoir avaient une signification internationale. Et c'est pourquoi, en 1919, les bolcheviks russes allaient appeler à la création d'une nouvelle Internationale révolutionnaire.

De Lénine à Staline

Depuis cette époque, 29 ans se sont écoulés. La faiblesse des jeunes partis communistes, souvent leur incapacité de comprendre le programme et la tactique révolutionnaires n'ont pas permis aux travailleurs de l'Europe de profiter de la grande crise révolutionnaire de 1917-1923. Depuis, le caractère de l'Etat soviétique s'est modifié. Contrairement à la volonté de Lénine et de Trotsky, la révolution russe a été la seule révolution victorieuse. L'Etat soviétique s'est trouvé isolé, et, du retard même de la Russie, ont surgi les bases d'une société peut-être encore mal définie : d'un côté, les conquêtes de la révolution d'octobre, la nationalisation des banques et de l'industrie, la collectivisation du sol, le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur ont été sauvegardés ; mais, de l'autre côté, une culture et une technique arriérées ont permis à une couche bureaucratique de dominer le pays, de s'attribuer des privilèges exorbitants, d'étouffer la démocratie dans le parti et dans l'Etat.

De Lénine à Staline, c'est toute l'histoire d'une révolution qui triomphe, qui se heurte bientôt à la haine des Etats capitalistes, qui doit rester alors enfermée dans les vastes frontières de la Russie, aux prises avec des difficultés sociales, politiques et économiques formidables.

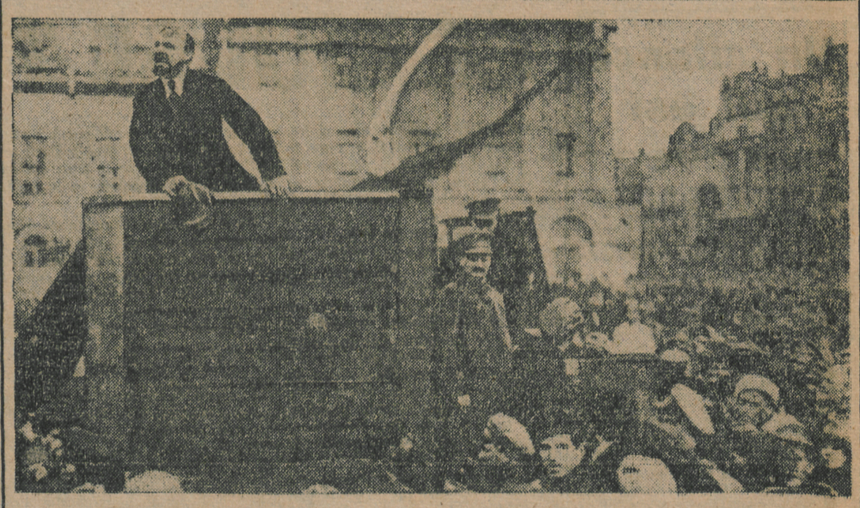
Staline, c'est l'histoire des chefs communistes qui abandonnent peu à peu le programme de la révolution prolétarienne pour adopter peu à peu un programme de conciliation avec la bourgeoisie mondiale.

Nécessité de la IVe Internationale

29 ans après octobre, c'est la IVe Internationale qui défend les idées du bolchevisme, qui est animée de la même volonté de briser partout les chaînes du capitalisme et d'accomplir la révolution socialiste victorieuse.

La révolution d'octobre, c'est le triomphe d'un parti qui a su, avec audace, briser l'ancien ordre des choses, d'un parti qui n'a pas craint de faire entièrement confiance au peuple, de s'appuyer sans restrictions sur sa volonté de lutte. C'est de cela qu'il faut se souvenir aujourd'hui, au moment où le monde capitaliste pourri jusqu'à la moelle, doit être renversé et remplacé par une société socialiste. Cette révolution, plus que jamais nécessaire, devra, pour triompher, être guidée par le parti qui ne craint pas de reprendre la tradition de Lénine et de Trotsky. Venir renforcer les rangs de la IVe Internationale, c'est le devoir actuel de tous les révolutionnaires, de tous les travailleurs, de tous ceux qui veulent, en poursuivant l'œuvre commencée en octobre 1917, sauver la civilisation humaine menacée par la barbarie capitaliste.

(La Révolution d'octobre eut lieu, en réalité, en novembre. La Russie employait à ce moment-là un calendrier « ancien style ».)



La Révolution : Lénine parle à la foule de Pétrograd. Sur l'escalier de la tribune, Trotsky et, en partie caché, Kamenev

Ce que notre charpentier ne pouvait expliquer...

Une nouvelle sur la Révolution d'octobre par S. Zorine

A quelques kilomètres de Petrograd (« Piter »), à la veille de la prise du pouvoir par les bolcheviks... La lutte décisive contre le gouvernement provisoire de Kerensky se prépare... Des ouvriers s'interrogent sur le sens des événements... Tous les épisodes de la Révolution revivent dans la nouvelle de S. Zorine : Cronstadt, le bastion des marins communistes ; l'usine Poutilov, le « Renault » de Petrograd ; l'Institut Smolny, où se prépare l'insurrection victorieuse ; le Palais d'Hiver, où sont retranchés les Blancs, et qui va bientôt succomber sous les coups des Gardes Rouges... Lorsque le chef socialiste entend les coups de canon, sa mâchoire tremble... Mais le charpentier va comprendre ce qu'est la Révolution...

NOUS avons reçu, ce soir, une communication de Piter (Pétersbourg), disant que les troupes du Comité de Guerre Révolutionnaire sont entrées en campagne.

Dans notre usine, plus de cinquante ouvriers font partie de la Garde Rouge. Mais nous nous trouvons à l'écart, à vingt-cinq verstes de Piter. Pourtant, nous voudrions bien, tous, aider à renverser ce gouvernement qui nous dégoûte.

Nous téléphonons à Smolny (l'Institut Smolny, siège du Comité de Guerre Révolutionnaire), et nous lui rappelons que, nous aussi, nous sommes des gens de cœur: nous fabriquons nous-mêmes des fusils et nous voulons nous en servir. On nous répond : « Quand on aura besoin de vous, on vous avertira. Attendez. »

Qu'est-ce que la Révolution?

Nous attendons quelques heures sans rien faire. On cause pour tuer le temps.

— Qu'est-ce qui se passe maintenant à Piter ? Ah ! pourquoi ne nous appelle-t-on pas ?

Ce sont les femmes surtout qui brûlent d'impatience. Elles ont organisé un détachement d'infirmières, elles ont même pris le costume qu'il fallait et maintenant, pour s'occuper à quelque chose, elles confectionnent un drapeau rouge tout neuf.

— Et qu'est-ce qu'il faut écrire dessus ?

— Ecrivez : Révolution !...

Les camarades ne sont pas contents : comme inscription, c'est un peu court..: Révolution... Il faudrait ajouter quelque chose. Enfin, quoi! Qu'est-ce que c'est, la Révolution?

Mon camarade, charpentier de notre usine qui réclame précisément cette courte formule, se tourne vers moi et me dit :

— Tiens, tu vois, ils ne comprennent pas ce que ça signifie, ce seul mot de révolution... Eh bien, moi, voilà vingt ans que j'attends ce moment-ci... Je désespérais déjà, mais maintenant je sens bien que c'est le vrai moment, que c'est ça la révolution. Bon, mais comment expliquer ça avec des mots?...

— Hé, dites donc, vous autres, les pies, — crie-t-il — comment ne comprenez-vous pas ?... Il ne s'agit pas des fins et des problèmes... Ça, nous autres, on le sait. Aujourd'hui, c'est le moment... Comprenez-vous ça, *le mo-ment ?...*

Et, ne trouvant pas un terme qui explique sa pensée, il se tourne encore vers moi :

— Tu comprends, j'ai vécu jusqu'à ce jour-ci... j'en suis tout plein, de ce moment-ci, mais comment dire ça ?...

Oui, qu'est-ce que c'est que la révolution ?...

. . . . . .

Par une sombre nuit d'octobre, une nuit comme on n'en voit que dans nos parages à cette époque de l'année, un bateau à moteur, tous feux éteints, abordait à un petit ponton de débarquement. On jeta un câble terminé par un anneau sur un des pieux, le bateau tira sur l'amarre et se serra au ponton. Sur les planches vermoulues qui recouvraient encore cette construction, quelques hommes mirent le pied et, éclairés par une lanterne, marchant prudemment, gagnèrent la terre.

Du temps de Pierre Ier, on avait planté en cet endroit un bosquet de chênes. Les vieux os de Pierre sont depuis longtemps en pourriture mais le bois est resté. Les petits chênes sont devenus de puissants arbres, bien que la localité s'appelle encore « Doubki » (les Chêneaux).

Les hommes qui descendaient du bateau traversèrent les Chêneaux, arrivèrent à la ville et, trouvant la maison qu'ils cherchaient, pénétrèrent bientôt dans une petite salle faiblement éclairée : là se tenait alors en permanence un représentant du comité du parti. Quelques instants plus tard, le bureau du comité se réunissait dans la même pièce pour entendre les nouveaux venus.

— Donnez-nous des fusils. Ce sont ceux de Poutilov qui nous envoient vous demander des armes. Le soulèvement a commencé ce soir à Piter. Nous avons besoin de fusils...

« On a besoin de fusils ! »

— Mais, avez-vous des pouvoirs du Comité de Guerre Révolutionnaire ?... Et comment transporterez-vous les armes jusqu'à l'usine ?

— Quels pouvoirs voulez-vous encore ?... Je vous dis que nous venons de l'usine Poutilov... Nous arrivons sur le bateau de l'usine... C'est le bateau qui prendra le chargement.

— Mais nous n'avons pas le droit de distribuer des fusils sans autorisation. Et puis, il vous sera difficile d'embarquer par ce vilain temps. Attendons plutôt jusqu'au matin, nous remplirons les formalités et nous vous enverrons des fusils par l'auto-camion.

— Nous ne pouvons attendre jusqu'au matin. Donnez-nous autant de fusils que vous pourrez, et tout de suite.

— Donnez... donnez... c'est facile à dire. Et si demain on nous demande de quel droit nous avons livré des armes sans autorisation ? Que répondre ? Pouvons-nous, voyons, céder des fusils sans attendre les instructions de Smolny?

Mais, à ce moment, un vieux bonhomme de Poutilov qui avait gardé le silence jusqu'alors s'écrie:

— Eh ! camarades, vous avez la tête bien mal boulonnée ! Toujours des pourquoi et des pourquoi... Eh bien ! c'est parce qu'on en a besoin, très besoin... comprenez-vous ? C'est de chez nous que nous venons... Nous sommes des gens de Poutilov comme vous des gens de Sestroretsk... Cédez-nous des fusils, nous vous céderons des canons...

C'était une époque où aucun de nous ne refusait une arme quelque qu'elle fût. Dans le dépôt du parti, nous gardions des grenades qu'il était impossible d'utiliser, des explosifs dont la préparation n'était pas terminée, qui pouvaient bien exploser tout seuls mais dont on n'aurait tiré aucun avantage dans une bataille de rues. Nous possédions même de la dynamite que nous avaient laissée les mineurs du Donetz, en échange de fusils que nous leur avions livrés.

— Et pourquoi n'accepterait-on pas leurs canons ?...

La proposition était sérieuse, cela valait la peine de passer par-dessus les formalités. Le marché fut conclu.

Et le bateau nous ramène à Poutilov, balancé comme une coquille

de noix sur une mer furieuse. Il fait chaud dans la cabine. Nous sommes tous contents, joyeux : les résultats du voyage sont là, devant nous : quelques fusils en tas sur le plancher. A vrai dire, il n'y en a pas beaucoup. Mais nous en recevrons d'autres dans la matinée, on nous l'a promis.

Au loin brillent les feux des postes de Cronstadt. Les projecteurs des phares coupent le lointain, confusément brumeux, de leurs rayons en lames d'épée.

— Pourvu qu'on n'aille pas se crever sur quelque chose, dit le second du pilote.

A Petrograd...

Bientôt, nous abordons le ponton de l'usine Poutilov. Nous nous rendons au comité de l'usine, avec nos fusils. Nous expliquons aux camarades pourquoi nous en avons si peu. En revanche, on nous apprend les dernières nouvelles et, bien avant l'aube, en auto, nous prenons la route de Smolny.

On entendait, de loin en loin, des coups de fusils, des coups isolés, qui avaient l'air de s'appeler et de se répondre.

Sur la chaussée, on ne voyait rien. Tout était noyé dans ce brouillard d'octobre qui précède le jour. Au loin pourtant se dessinait une masse énorme et noire : l'Arc de Triomphe. Et, tout là-haut, les chevaux galopaient devant leur char de victoire... courant au-devant de nous, pour ainsi dire.

Aux alentours, personne. Tout paraissait rentrer en soi-même, se tapir. Mais, à peine approchons-nous de l'Arc, on nous crie en pleine oreille :

— Arrête... arrête... Vos laissez-passer ?...

Nous stoppons. Nous regardons: autour de nous, une cinquantaine d'ouvriers, le fusil au poing. Les plus rapprochés s'apprêtent à nous coucher en joue.

— Qui êtes-vous, vous autres ? D'où venez-vous ?...

Nous les renseignons.

N'allez pas plus loin ! On tire là-bas !

— Qui est-ce qui tire ?

— On ne sait pas. Attendez le jour...

« ...Aujourd'hui ici, demain à Berlin... »

Avant le jour, il faudrait attendre environ deux heures. Nous nous dirigeons à pied vers le comité du quartier. Nous entrons, nous nous faufilons parmi les centaines de dormeurs qui sont là, couchés par terre, le fusil à portée du bras.

Dans la salle de garde, ceux qui veillent prennent du thé.

Quand on prend du thé, ça fait toujours une bonne causerie. Et quand la causerie a lieu au petit jour et qu'on entend au loin, dans les rues, des coups de fusil, l'entretien prend un ton de cordialité des plus attrayants.

— Alors ?... on tire, Vania...

— Mais oui, on tire... Les bourgeois, que je crois, ne dorment pas trop bien sous leurs édredons. Mais les nôtres, les entends-tu ronfler?

— Ça, frères, c'est une vraie révolution. La nôtre, cette fois-ci ! Ça n'est pas comme de se lever d'un fauteuil pour s'asseoir dans un autre. C'est une affaire sérieuse : « Tout ça, mon bonhomme, c'était à toi, et maintenant c'est à nous ». C'est un changement de vie...

Et si l'Allemand, le Français, l'Anglais se mettaient avec nous ?

Qu'en penses-tu, ils s'y mettront, hein ? C'est ça qui sera chouette! Nous cognons sur les nôtres et eux cognent sur les leurs. Alors, tu pourras travailler, Vania, où ça te plaira : aujourd'hui ici, demain à Berlin... On te recevra partout : on sera partout comme de la famille...

— Crois-tu que j'aie jamais vu une belle journée ?... Pour moi, sais-tu, une belle journée, c'était de pouvoir mettre de côté un copeck pour les mauvais jours. Et, le copeck étant mis de côté, v'lan ! il m'arrivait chaque fois un embêtement quelconque... Et recommence, mon ami, à faire tes économies !

« On est venu de soi-même »

Nous n'atteignîmes Smolny que le soir. Tout y bouillait comme dans une chaudière : préparatifs de bataille, préparatifs pour le Congrès des Soviets. Dans le corridor, je rencontre nos gens de Sestroretsk, équipés et armés.

— Comment êtes-vous là ? On vous a appelés ?

— On est venu de soi-même. On voulait arriver à temps pour voir. On va prendre à l'instant le Palais d'Hiver. Nous sommes de la réserve.

— Hé ! camarades, ne vous dispersez pas comme ça dans les corridors !... On est toujours obligé de vous chercher...

Nous nous entassons dans une salle. Les uns s'assoient par terre, d'autres sur des couchettes, d'autres un peu partout. Et Nikitine court à droite et à gauche, en faisant claquer sa langue, d'un air fâché :

— On voulait se distinguer, nous autres... Se distinguer, diable !... Et on nous laisse enfermés ici !...

Dans le corridor retentit une sonnerie qui appelle les délégués à la salle des séances.

Où aller ? Au Palais d'Hiver avec les nôtres, ou bien au Congrès ?... Je monte vivement l'escalier. J'attends. On ne se décide pas à commencer. Je redescends en trois sauts. En bas aussi, on attend que ça commence. Je prends place avec Nikitine sur un camion. Nous allons en ville distribuer des appels tout fraîchement imprimés. Nous faisons un grand tour dans la ville. Nous avançons du côté du Palais. On va donner l'assaut. Nous rentrons à Smolny...

... Et, sur l'estrade, se tient un homme dont la mâchoire tremble et qui pousse des hurlements hystériques :

— Là-bas, des canons tirent sur le Palais d'Hiver... Entendez-vous, on tire là-bas ?...

— Non, sans blague ! On tire ? En es-tu sûr ? En voilà une histoire ! Pourtant, ici, on dirait bien qu'on n'entend rien...

Ce qu'est la Révolution

Et quand cette mâchoire tremblante qui protestait contre « le tir du canon » est sortie du Congrès, quand il ne reste plus une seule de ces tremblantes mâchoires dans l'assemblée, alors, alors, on ne voit plus, alors, que des yeux, des yeux et des yeux, !... Des yeux flamboyants, des yeux qui brûlent du feu de l'insurrection... Et quand tous ces yeux, tout à coup, se confondent en une mer éblouissante de lumière... et quand, sur cette mer, en rafale, passe le grondement des applaudissements qui se change bientôt en ouragan d'enthousiasme... et quand cette tempête soulève et pousse les vagues fulgurantes de ce grand Œil, du bas de l'estrade, haute comme une roche et que, dans cette roche, la vague replonge en bas, dans l'abîme des yeux flamboyants, alors, alors, je me souviens des paroles de notre charpentier :

« Qu'est-ce que la révolution ? »

La révolution... c'est, si vous voulez, le carillon argentin, caressant, qui annonce, qui chante le beau lointain, le bel avenir. Et c'est aussi le tocsin qui signale l'incendie du monde.

Ce sont les battements plus pressés d'un petit cœur d'homme, quand, tout à coup, il a peur, très peur, et qu'il pressent, cependant qu'il attend quelque chose de particulièrement bon... Et ce sont aussi comme d'un énorme marteau sur une enclume, des coups qui s'abattent, les coups des cœurs de toute l'humanité s'efforçant de briser la cage trop étroite du monde.

En somme, qu'est-ce, la Révolution ?...

Probablement tout. Tout homme peut l'aimer, car elle apporte un don à chacun. Ne peuvent la haïr que ceux qui ne veulent entendre ni les tendresses du cœur, ni les grondements furieux de l'orage ; que ceux qui ferment les yeux à toutes les vilenies du passé, à la splendeur de l'avenir...

La révolution — c'est d'aimer et de haïr de toute son âme. Il est possible de la sentir, de la comprendre... et notre charpentier la sentait, la comprenait. Mais il n'arrivait pas à exprimer cela par des mots. En revanche, ce qu'il ne savait pas dire... il savait le faire...

POUR QUI COMBATTENT-ILS ?

Le PARTI SOCIALISTE et le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

par André REVEL

La situation économique des travailleurs s'aggrave chaque jour; la bourgeoisie, par l'action combinée des cléricaux du M.R.P. et des fascistes du P.R.L., développe son offensive réactionnaire ; avec de Gaulle, les menaces de dictature se précisent; les capitalistes français poursuivent en Indochine une guerre de rapine, prélude à une nouvelle boucherie mondiale. Deux ans après la puissante vague populaire d'août 1944, tout cela ne serait pas possible sans la politique de capitulations successives menée par les grands partis ouvriers. Mais cette politique néfaste revêt des formes différentes chez les « socialistes » réformistes et chez les « communistes » staliniens. Il faut donc l'examiner en détail.

La collaboration des classes

C'est le parti socialiste qui a inauguré depuis de longues années la politique de collaboration des classes, en temps de guerre comme en temps de paix. Mais le parti communiste, qui dénonçait autrefois cette politique comme le fait aujourd'hui le P.C.I., s'est mis à la pratiquer à son tour. Socialistes et communistes ont les uns et les autres fourni des ministres aux gouvernements d'union sacrée présidés par l'apprenti-dictateur de Gaulle, puis aux gouvernements tripartis dont le dernier est présidé par le Meilleur Rempart des Profiteurs.

Sur le plan économique, ces ministres ouvriers furent des otages entre les mains de la bourgeoisie dont ils secondèrent l'effort de guerre impérialiste, puis l'effort de « reconstruction » capitaliste. Ils ont poussé les travailleurs à produire à outrance bien avant de poser le problème des salaires et sans jamais poser celui du contrôle ouvrier sur les produits. Tandis qu'à Waziers et à Valenciennes le communiste Thorez exhortait les mineurs à redoubler d'efforts, le socialiste Gouin, dans sa déclaration gouvernementale, annonçait sa décision de bloquer les salaires. Lorsque l'agitation inlassable de notre parti, tirant de leur inertie le P.S., le P.C.F. et la C.G.T., les força à déclencher, à la veille des élections de juin, la campagne des 25 %, les chefs communistes et socialistes n'en capitulèrent pas moins devant le M.R.P., qui ne les admit dans son gouvernement qu'en échange d'une transaction à 15 %. Lors des nationalisations successives, le P.S. et le P.C.F. capitulèrent de nouveau devant la bourgeoisie. C'est ainsi qu'après avoir proposé 1,50 % d'indemnité aux actionnaires de chez Gnome-Rhône, les communistes votèrent une indemnité de 6 %. C'est ainsi que socialistes et communistes s'inclinèrent lorsque le M.R.P. sauva les banques d'affaires de la nationalisation. Non contents de capituler devant la bourgeoisie, le P.S. et le P.C.F. ont empêché les travailleurs d'engager eux-mêmes la lutte contre elle. Lorsque les typos, les postiers, les fonctionnaires des finances, les employés de banque, les métallos de chez Rateau et les camionneurs de chez Bernard défendirent par la grève leur maigre salaire contre une hausse des prix de 40 %, les chefs communistes les traitèrent de provocateurs et les chefs réformistes neutralisèrent leur action en avançant les mots d'ordre qui divisaient les diverses catégories de travailleurs au lieu de ceux qui les unissaient. 1.092 millions de bénéfices pour le trust Citroën, mais la misère, la vie chère et les scandales du ravitaillement pour les travailleurs, tel est le bilan économique du tripartisme.

Sur le plan politique, le P.S. et le P.C.F., par leur présence au gouvernement et leur complicité à l'Assemblée constituante, ont permis aux capitalistes de liquider un à un, sans riposte ouvrière, les organismes populaires issus de la lutte clandestine, de rebâtir un à un les organismes de l'Etat bourgeois et de promulguer une constitution qui ouvre la voie à de Gaulle et asservit les peuples coloniaux. Leurs paroles et leurs actes n'ont concordé que quand ils s'engageaient envers la bourgeoisie. Ainsi dans le trop fameux discours d'Ivry, Thorez avait déclaré : « Tous les groupements armés doivent être dissous. Une seule armée, une seule police, un seul gouvernement. » Et à la place des F.T.P. nous avons l'armée des naphtalinards et la D.G.E.R.; à la place du gouvernement Thorez sans Bidault qu'on aurait pu former hier en s'appuyant sur la mobilisation des masses, le M.R.P. nous menace pour demain d'un gouvernement Bidault sans Thorez s'appuyant sur la pire réaction. Mais les actes du P.S. et du P.C.F. ont démenti leurs paroles toutes les fois qu'ils se sont engagés envers les travailleurs. Ainsi, le 17 avril 1946, le socialiste Salmon déclarait à la tribune de l'Assemblée : « Admettre que le Conseil de l'Union française se réunira avec l'Assemblée pour élire le Président de la République serait trahir la souveraineté nationale. » Mais le 13 octobre, le Parti Socialiste votait une constitution qui contenait précisément cette trahison. De même au 10e Congrès du P.C.F., Thorez déclarait : « Le Parti communiste estime que la Constitution doit assurer au peuple une assemblée unique aux élus révocables à tout moment. » Mais le 13 octobre, le Parti communiste votait une constitution qui comportait précisément deux assemblées aux élus non révocables. Les honteuses concessions constitutionnelles faites par le P.S. et le P.C.F. au M.R.P. étaient inutiles puisque dans 65 départements *aucun* électeur *M.R.P* n'a voté la Constitution Ces concessions ont, par contre, donné au candidat-président de Gaulle le droit de faire son coup d'Etat en dissolvant l'Assemblée; elles ont consacré l'esclavage des peuples coloniaux; elles ont hâté l'entrée de la bourgeoisie française dans le bloc antisoviétique

Réformisme et stalinisme

La politique capitularde du P.S. et du P.C.F. a les mêmes effets désastreux pour la classe ouvrière, mais elle n'a pas les mêmes causes. En effet, c'est à la bourgeoisie que les chefs réformistes sont attachés par mille liens. Au contraire, c'est à la bureaucratie de l'Etat ouvrier soviétique que sont liés les chefs staliniens.

Voilà pourquoi la bourgeoisie qui accepte l'aide de staliniens aussi bien que celle des réformistes contre l'action révolutionnaire des masses refusent cependant de donner aux premiers les leviers de commande qu'elle accepte de donner aux seconds. C'est ainsi qu'il y a un an de Gaulle, mettant en doute le caractère national du P.C.F., lui refusa les ministères-clefs et confia l'un d'eux au « socialiste » Le Troquer. Tandis que les réformistes sont au gouvernement les « meilleurs gérants des affaires du capitalisme », comme l'a dit cyniquement Léon Blum au dernier congrès S.F.I.O., les staliniens n'y sont admis par la bourgeoisie que comme figurants et en seront chassés par elle dès qu'elle pourra se passer de leurs services. Le tripartisme ne fait ainsi que paralyser doublement la classe ouvrière.

L'unité ouvrière

Serviteurs de la bourgeoisie, les chefs réformistes se refusent à toute espèce d'unité avec les chefs staliniens fidèles à la bureaucratie soviétique. Ils se sont prononcés contre la souveraineté de l'Assemblée, ils ont imposé le tripartisme après le départ de de Gaulle, ils préconisent le bloc occidental dirigé contre l'U.R.S.S. En préférant la bourgeoisie à l'autre parti ouvrier, ils ont fait preuve de diviseurs. Mais, tout en se faisant les champions de l'unité organique, les chefs staliniens divisent également la classe ouvrière par le sabotage des grèves, le maintien du tripartisme, les calomnies antitrotskystes.

Les différences entre les deux grands partis ouvriers ont en fait moins d'importance que ce qu'ils ont de commun. Ce qu'ils ont de commun, c'est l'abandon des méthodes de combat, des armes traditionnelles de la classe ouvrière : la grève et l'action directe contre la bourgeoisie. Ces armes ont permis aux travailleurs de vaincre en Russie, ont permis en France en 1936 d'arracher au patronat les congés payés et la semaine de quarante heures. Unis dans la trahison de la politique révolutionnaire, le P.C.F. et le P.S. sont les véritables diviseurs de la classe ouvrière.

L'unité de la classe ouvrière n'est possible que par la rupture avec la bourgeoisie, mais les grands partis ouvriers sont condamnés à défendre le pouvoir de la bourgeoisie par leur participation au tripartisme.

Tous les jours, plus clairement, les travailleurs comprennent que la véritable unité n'existe que dans l'action de classe, dans les usines et dans les champs contre les hobereaux et contre le patronat.

C'est pour cette unité que lutte le P.C.I., pour le retour à l'action directe des travailleurs, seul gage solide de la victoire.

Les méfaits des intermédiaires

Lorsque le double secteur fut institué pour les œufs, on laissa aux ramasseurs l'approvisionnement du secteur libre. On sait que le collectage des œufs est confié à des ramasseurs qui achètent leur charge et qui ont l'exclusivité de la collecte. Or, les ramasseurs en question sont chargés d'alimenter le secteur taxé et le secteur libre. Donc, ils ont la possibilité de fixer aux paysans le contingent d'œufs au secteur libre et de dicter les prix. Lorsqu'un paysan donne 100 œufs au collecteur, ce dernier a la possibilité d'en donner 20 au secteur taxé et de passer les 80 restants au marché libre, à des prix qui lui conviennent ! Nous comprenons donc pourquoi un œuf coûte 20 fr. 50 à Paris !

Où sont les fauteurs de vie chère?

Le Figaro *du 3 novembre nous apprend qu'un paysan de la Haute-Vienne, nommé Jean Riom, avait glissé à l'intérieur d'un chou-fleur une notice où il indiquait le prix d'achat, qui s'élevait à 2 francs et demandait que le consommateur lui écrive à quel prix il aurait acheté le chou-fleur. Quelques jours après, ce cultivateur recevait une lettre d'un habitant de Clermont-Ferrand lui disant avoir acheté le chou-fleur 22 francs. On peut se rendre compte que ce sont bien les intermédiaires qui sont responsables de la hausse des prix et non les paysans que la presse bourgeoise veut présenter comme les fauteurs de vie chère.*

Seul le contrôle populaire du ravitaillement peut satisfaire les intérêts des travailleurs des villes et des champs.

Pourquoi Monmousseau est-il un calomniateur ?

Le secrétaire de la C.G.T., directeur de la *Vie ouvrière*, organe de la tendance stalinienne de la C.G.T., Gaston Monmousseau vient de consacrer son édito à calomnier les trotskystes.

Gaston Monmousseau

Il est coutumier du fait. Mais ce n'est pas par hasard que ce soit spécialement lui qui se charge de cette besogne.

Les vieux militants qui ont pu suivre son activité savent qu'à défaut d'une tête politique, le vieil anarcho-syndicaliste Monmousseau avait un certain tempérament de révolutionnaire. Ceux qui également connaissent un peu les rapports existants dans les sommets dirigeants du P.C.F. savent que souvent, Monmousseau se fait taper sur les doigts, parce qu'un peu gauchiste (disons un peu hitlérotrotskyste). Mais de l'ancien révolutionnaire, du « Jean Brécot » bon garçon à la tête chaude mais un peu vide, il ne reste rien... Il ne reste plus que le bureaucrate Monmousseau qui, depuis la grande grève des cheminots de 1920, n'a jamais plus touché à un outil. Il ne reste plus que le pontife Monmousseau, de l'avenue Mathurin-Moreau, dans son luxueux bureau de directeur de la *Vie ouvrière*.

L'ancien Monmousseau conduisait la grève de 1920, allait en prison, d'où il envoyait ses articles à la *Vie ouvrière* sous la signature de Jean Brécot, parce qu'il était partisan de la lutte des classes pour les revendications et contre le « produire » de son actuel collègue Jouhaux.

Le Monmousseau d'aujourd'hui n'est plus qu'un vulgaire jouhaussiste, partisan de la collaboration de classes, soutenant les jaunes et briseurs de grève, des P.T.T. par exemple, contre les revendications légitimes des travailleurs, et pour la politique de « produire » au profit des trusts.

Le Monmousseau d'aujourd'hui n'est qu'un vulgaire bonze confédéral. Pour terminer, je voudrais rapporter une petite anecdote qui s'est déroulée au moment du Congrès confédéral, en avril 1946. A la dernière séance du Congrès, le camarade Vallière lisait le manifeste de la minorité révolutionnaire opposée au manifeste stalino-réformiste Jouhaux-Frachon. A la fin de sa lecture, Monmousseau lance à Vallière « d'accord ». Vallière, ancien militant de la C.G.T.U. lui répondit : « Non, Monmousseau, il y a vingt ans, tu étais d'accord, pas aujourd'hui. »

Cette anecdote est instructive. Monmousseau a une boule dans sa gorge de bureaucrate, il sait très bien qu'il n'est plus qu'un réformiste traître à la classe ouvrière. Voilà pourquoi il calomnie les authentiques révolutionnaires qui sont organisés dans la IVe Internationale.

P. LAMBERT.

COMMENT ASSURER LE RAVITAILLEMENT des masses laborieuses ?

La production se développe. Le cheptel est à peu près reconstitué. Et pourtant la viande, les légumes, les pommes de terre sont plus ou moins invisibles ou à des prix inabordables pour le salarié. Le premier problème est donc celui du pouvoir d'achat. Assurer au salarié un salaire décent pour lui permettre de se nourrir, lui et sa famille.

Le deuxième consiste à achalander les étalages à des prix abordables.

Tous les partis protestent contre des faits scandaleux. M. Farge accumule interviews sur interviews, accords sur accords... La C.G.T. et la C.G.A. s'engagent, ect., ect. En pratique, il sera impossible d'assurer le pain, la viande et le vin aux masses tant qu'on collaborera avec les trusts au gouvernement, tant que les masses elles-mêmes n'engageront pas une vigoureuse offensive anti-capitaliste.

Ce sont les intermédiaires, les grossistes et les mandataires qui sont responsables, déclarent à longueur de colonne, **l'Huma, le Popu, le Peuple, Force ouvrière** et la **V. O.** C'est vrai, mais alors qu'attendons-nous pour convoquer dans chaque quartier, dans chaque entreprise, les masses populaires pour qu'elles désignent démocratiquement les représentants autorisés, révocables à tout moment, qui prendront en main le contrôle de la gestion des Halles centrales, des abattoirs de la Villette, des Grands moulins de Paris, Corbeil et Cie ?

Voilà le moyen efficace de tordre le cou aux intermédiaires en confisquant en plus les milliards de réserves accumulées par les trust de l'alimentation par l'expropriation sans indemnité ni rachat.

Diminuer les prix des produits agricoles ! Et pour ce faire, les pèlerins Racamond et Lunet se baladent et adressent aux producteurs des appels à la raison. D'une part, si l'on ne veut pas couper les ouvriers des paysans, il faut distinguer entre les producteurs, la masse des petits paysans des grands propriétaires fonciers. D'autre part, si l'on veut que les paysans livrent leurs produits à des prix normaux, il faut commencer par diminuer d'autorité des tracteurs de 600.000 francs, les engrais qui viennent d'augmenter de 280 % en quelques semaines. Et pour cela il faut, par une lutte active contre le patronat, imposer l'ouverture des livres de comptes, l'abolition du secret commercial en diminuant les profits patronaux. Pour cette politique, les pétitions préconisées au Vel d'Hiv, les pèlerinages ne serviront à rien.

Et ce n'est pas la politique de Racamond qui pourra changer la situation quand celui-ci fait confiance « aux pouvoirs publics » pendant deux mois. Comme si le gouvernement capitaliste, qui s'est montré impuissant pendant deux ans, pouvait faire quelque chose pour les travailleurs.

Seule une action résolue de la classe ouvrière en liaison avec les paysans travailleurs et les petits commerçants honnêtes peut amener, sur la table des travailleurs, du vin, des pommes de terre et de la viande.

MATHIEU.

Employés et techniciens de chez Michelin revendiquent l'échelle mobile

Malgré l'obstruction des staliniens, les membres de la section syndicale Michelin, agents de maîtrise, employés et techniciens ont adopté les deux motions suivantes :

PREMIERE MOTION
présentée par les collaborateurs du service V. R.

« Devant l'augmentation de 25 % qui ne comblait que bien faiblement l'écart considérable qui existait entre les prix des denrées et produits de première nécessité et nos salaires ; devant la promesse que la hausse des salaires ne devait entraîner aucune augmentation et devait être absorbée par la réduction de marge bénéficiaire des producteurs, industriels et commerçants; devant le fait que du 1er juin 1946 au 1er octobre 1946, l'indice des prix de détail est passé de 582 à 785 (pour une base de 100 en 1938), soit une hausse de 35 %, les produits alimentaires eux ont augmenté de 38 %. Devant cet état anarchique des prix et des salaires dont seuls les travailleurs qui vendent leur peine au prix taxé font les frais, nous exigeons :

1) *Qu'une nouvelle révision générale des prix et des salaires soit effectuée en prenant pour base les indices de 1938 ;*

2) *Que les rajustements nécessaires soient opérés, de préférence par la réduction substantielle de tous les prix ; si cette réduction s'avère impossible, par l'augmentation des salaires, traitements et retraites ;*

3) **Que les prix soient et restent effectivement bloqués sinon que l'échelle mobile soit instituée ;**

4) *Que la liberté la plus large soit rendue aux produits nationaux ;*

5) *Que le ravitaillement soit fortement amélioré, surtout en ce qui concerne le pain, le vin, la viande et les produits laitiers ;*

6) *Que les trafiquants soient enfin poursuivis et châtiés autrement que par des promesses ; que cessent ces scandales répétés qui déshonorent notre pays et faussent la répartition ;*

7) *Que tout soit mis en œuvre pour arrêter, puis résorber l'inflation qui s'avère catastrophique pour les travailleurs (570 milliards de billets en circulation en 1945 contre 681 milliards au 3 octobre 1946) ;*

8) *Que le système fiscal soit entièrement refondu, de manière à répartir sur tous les Français, sans exception, et proportionnellement à leurs revenus, les charges du pays ;*

9) *Que soient réduits les impôts sur les salaires en supprimant l'inique « impôt sur le revenu », taxant une deuxième fois le salaire des travailleurs et en portant l'abattement à la base de l'impôt sur le salaire au plafond de la Sécurité sociale. Les dividentes des ex-actionnaires des industries et sociétés nationalisées doivent servir à combler la moins-value ;*

10) *Que soient enfin reconnus les droits du monde du travail dans la justice, le bien-être et la liberté.*

DEUXIEME MOTION
présentée par le service V. D.

Par suite du mécontentement général, malgré les différentes interventions du bureau syndical, et cela depuis longtemps, notre sort ne s'est guère amélioré. Le pouvoir d'achat diminue toujours, les difficultés du ravitaillement sont toujours les mêmes, les tickets plus ou moins honorés, la taxation des marchandises n'est pas respectée, les trafiquants en prennent toujours à leur aise, souvent sur le dos des travailleurs qui pourtant, paraît-il, ont par leur travail la charge de relever le pays (les bouchers les coiffeurs se mettent en grève, les boulangers commencent égalemnt à y penser et pendant ce temps nous faisons des motions).

Nous proposons donc, en signe de protestation : l'arrêt de travail d'une journée dans le courant de la semaine et si dans un mois aucune amélioration n'est apportée et si des mesures plus draconiennes ne sont pas appliquées aux profiteurs et aux trafiquants professionnels, nous envisagerons autre chose.

Il est inadmissable que ce soit toujours la classe ouvrière qui fasse les frais de l'opération.

Donne mandat aux représentants de notre syndicat, au comité intersyndical, de présenter cette motion et de la faire accepter aux syndicats ouvriers et cadres.

Les travailleurs de chez Michelin sont dans la bonne voie. Ils ont compris que seule l'action directe leur permettra de faire reculer le patronat et d'obtenir un niveau de vie décent. Notre parti sera à leur côté dans la lutte.

Les "défenseurs du franc"

Il n'y a pas un seul parti parmi ceux qui sollicitent les suffrages des électeurs qui ne se proclame « le Parti de la Défense du franc ». Le P.C.F. excelle dans cette campagne et toutes ses têtes de listes s'affirment « Défenseurs du franc ». En d'autres termes, tous les partis se déclarent contre l'inflation.

Dans le dernier numéro de la *Vérité*, nous avons montré que les gros fabricants, les grossistes, les chevillards, spéculent sur le franc, organisent la pénurie du marché, provoquent la hausse des prix et la dépréciation des salaires. Mais, l'ensemble de ces gens ne fait en somme qu'aggraver l'inflation, l'accentuer et l'étendre.

Mais qui est à *l'origine* de l'inflation, ou si l'on veut, qui est le roi des faux-monnayeurs, celui qui jette chaque jour sur le marché de la monnaie dépréciée, ou comme on dit couramment, de la « monnaie de singe » ?

L'Etat des patrons... et voici comment il s'y prend.

Pour couvrir ses dépenses, l'Etat fait appel aux impôts et au crédit (intérieur et étranger). Les impôts ont augmenté au fur et à mesure que les dépenses de l'Etat sont devenues plus écrasantes. Entendons-nous. Les impôts sur les salaires. En effet, ces impôts ont augmenté depuis 1914 de cent fois. Les impôts sur le capital ont augmenté eux aussi, mais de huit fois. Mais cette source n'arrive pas à combler le trou des dépenses.

De ce fait, l'Etat a recours à l'emprunt. L'emprunt intérieur est représenté par les Bons du Trésor. Ces bons sont souscrits pour la plupart par les grosses banques et par les gros capitalistes. Tant que les investissements dans les industries sont improductifs, les banques et les capitalistes souscrivent. Mais dans une période d'inflation, les banques se dérobent : en effet, le Bon du Trésor se déprécie alors que l'investissement industriel gagne en valeur. Privé de crédit intérieur, l'Etat des patrons mendie des crédits à l'extérieur, à Wall Street ou à la City. Cependant, les gros banquiers de New-York ou de Londres ne livrent leur crédit que contre des garanties palpables : par exemple des *bases* stratégiques, le contrôle direct de certaines industries, etc.

Comme l'Etat refuse de boire à cette coupe amère, il fait ce que ferait un vulgaire escroc : il fabrique de la monnaie sans couverture ou, si l'on veut, de la « monnaie de singe ». C'est ce qu'on appelle si l'on prend moins de précaution : de la fausse monnaie.

C'est avec cette monnaie dépréciée que l'Etat paie ses fonctionnaires, ses commandes et ses dépenses en général.

Il est évident que pour réduire cette inflation, il y a un moyen bien simple : ce serait la réduction des dépenses improductives, c'est-à-dire des dépenses qui chargent inutilement et lourdement les contribuables.

Lorsqu'on parle de dépenses improductives, immédiatement les « Défenseurs du franc » se frappent la poitrine et déclarent : « Pour la suppression de ces dépenses, nous en sommes, et les premiers. »

Est-il exact qu'ils soient si ardents pour la suppression de ces dépenses ? Une des dépenses les plus importantes est celle constituée par les crédits de l'armée. Sur un budget total de quelques 480 milliards, l'armée bénéficie d'une allocation avouée de 190 milliars. 190 milliards en période de paix, de reconstruction « et d'assainissement » d'une économie épuisée, précisément par... les dépenses militaires.

La plus grosse partie de cette somme est allouée aux naphtalinards qui exercent l'occupation en Allemagne, aux aventuriers qui reconquièrent « l'Empire » et à d'autres bénéficiaires aussi utiles à l'ensemble des contribuables. Il est évident que la suppression de ce budget de guerre, pour l'appeler par son vrai nom, serait déjà un pas substantiel dans la lutte contre l'inflation. Mais là, les « Défenseurs du franc » changent la conversation, parlent de « Grandeur », « Patrie », « Empire », etc.

Messieurs les « Défenseurs du franc », vous êtes des menteurs. Tant que vous serez les partisans du budget des Bidault et des Schuman, votre « Défense du franc » ne se réduira qu'à donner un blanc-seing à ce roi de la fausse monnaie : l'Etat des patrons.

ETIENNE.

Pour un front uni des Travailleurs des villes et des champs

Malgré l'enrichissement factice au cours de ces dernières années d'une certaine couche de la paysannerie française, la situation de l'agriculture et des travailleurs ruraux est précaire.

D'énormes disproportions entre les prix agricoles et les prix des objets manufacturés dont les paysans ont besoin sont les signes les plus visibles de cette crise. La présence d'une véritable horde d'intermédiaires, grossistes, revendeurs, chevillards, entre la ville et la campagne fait que les travailleurs ruraux ne peuvent obtenir des prix rénumérateurs pour leurs produits.

Une injuste répartition du sol privé de la terre ceux qui la travaillent. A peine 3 % de gros hobereaux possèdent en fait près de 30 % des terres cultivables.

Des salaires de famine font que deux millions d'ouvriers agricoles vivent dans des conditions misérables.

Un équipement rural désuet peut entraîner à la ruine la production agricole et, avec elle, 6.000.000 de paysans travailleurs. A peine 30.000 tracteurs pour exploiter 45 millions d'hectares. Des installations électriques et hydrauliques restreintes. Une production d'engrais quarante fois inférieure aux besoins du sol.

L'Etat bourgeois tente parfois d'apporter des solutions. Mais les paysans travailleurs ne peuvent attendre des remèdes de leurs propres exploiteurs. C'est d'eux-mêmes, de leurs luttes, de leur organisation, que dépend la solution du problème.

La terre à ceux qui la travaillent

Une première mesure s'impose : donner la terre à ceux qui la travaillent. Les petits paysans doivent exiger l'expropriation immédiate de la minorité de gros exploitants, et la remise des 14 millions d'hectares qu'ils possèdent aux travailleurs de la terre.

Un plan agricole

Les ressources du progrès technique sont aujourd'hui réservées aux paysans riches. Pour que l'ensemble des petits fermiers puissent moderniser leurs exploitations, il faut dresser un plan d'équipement des campagnes. Un tel plan doit être élaboré et appliqué par les paysans travailleurs et leurs organisations syndicales.

Il portera en premier lieu sur l'habitat : reconstruction des fermes sinistrées qui est à peine commencée, modernisation des locaux insalubres, électrification complète des campagnes, adduction d'eau potable dans tous les villages. En collaboration avec le génie rural, sous le contrôle des organisations syndicales et avec des fonds avancés par l'Etat, ce plan peut et doit être réalisé.

Il devra ensuite prévoir l'équipement technique des exploitations. Il portera sur :

— La création de stations intercommunales de machines agricoles (tracteurs, etc...), gérées sous le contrôle des paysans travailleurs et financées par l'Etat ;

— La nationalisation des trusts producteurs d'engrais et la création d'un Office des Engrais ;

— La création dans chaque canton d'écoles pratiques d'enseignement agricole ; dans chaque région, d'une faculté pour la formation d'agronomes spécialisés.

Ainsi dotée de spécialistes et de l'équipement nécessaire, notre agriculture pourrait aisément doubler le rendement en blé, en viande et en lait et le prix de revient des principaux produits agricoles serait sensiblement abaissé.

Pour de meilleures conditions de vie des ouvriers agricoles

Si la situation des petits exploitants agricoles est critique, celle des ouvriers des champs est pire encore. Les salaires sont très bas, sans aucune unification, la durée du travail n'est pratiquement pas réglementée.

Les ouvriers agricoles doivent en premier lieu s'organiser. Ils doivent rejoindre les syndicats groupés dans la Fédération de l'Agriculture adhérant à la C.G.T.

La principale revendication qu'ils doivent mettre en avant est leur assimilation, en matière de salaire, et de lois sociales, aux travailleurs du bâtiment.

Ils lutteront également pour l'application effective des 2.400 heures de travail annuelles, l'échelle mobile et l'unification des taux de salaires.

Liaison directe entre la ville et la campagne

Entre le moment où les produits agricoles quittent le village et celui où ils sont achetés par les travailleurs des villes, leur prix a doublé, triplé, parfois quintuplé. Un véritable barrage d'intermédiaires, de grossistes, se dresse contre la vie de la campagne. C'est la tâche commune d'abattre ce barrage. Ils ne le pourront qu'en organisant la liaison directe entre la ville et la campagne.

Les petits exploitants doivent étendre le réseau des coopératives de production. Mais, d'une part, parce qu'elles ne regroupent pas l'ensemble des travailleurs des champs, (petits exploitants et ouvriers agricoles) qu'elles ne permettent pas une liaison directe avec les ouvriers et qu'en leur sein, les gros exploitants peuvent dicter leur loi, ces coopératives ne sont pas un moyen suffisant de lutte pour les paysans travailleurs. Ils doivent constituer des Comités de paysans pauvres (exploitants et salariés) contrôlant l'ensemble de la production et réalisant les échanges directes avec les comités ouvriers et les comités de ménagères. Ainsi se dressera le front commun des exploités des villes et des champs contre leurs exploiteurs.

V. MORANGE.

La 'démocratie' impérialiste aux colonies

Comme nos lecteurs le savent, le gouvernement a refusé la candidature de Messali Hadj et les listes du P.P.A. Cependant dans trois des cinq circonscriptions de l'Algérie (Alger, Batna-Biskra, Constantine, Philippeville), des listes « Pour le triomphe des libertés démocratiques », qui protestent contre l'arbitraire gouvernemental vis-à-vis du P.P.A. et de Messali ont pu se présenter. Dans les deux autres circonscriptions (Oran et Sétif-Bougie), le préfet, soutenu par le Conseil de préfecture a interdit les listes « Pour le triomphe des libertés démocratiques ». Les « Amis du Manifeste », dont le groupe à la Constituante comprenait onze députés, dirigé par Ferrat-Abbas, n'a pas représenté de listes à ces élections. En principe, les « Amis du Manifeste » ont donné comme directive de voter pour les listes du « Triomphe des libertés démocratiques ». Dans toutes les circonscriptions, le Parti communiste (stalinien) présente des listes. Ses chances sont assez grandes là où il ne s'opposera qu'aux listes « administratives », c'est-à-dire celles des candidats défendant directement les intérêts de l'impérialisme français. Les partisans des listes « Triomphe des libertés démocratiques » ont donné le mot d'ordre de l'abstention dans les circonscriptions où leurs listes ont été refusées. Dans le meilleur des cas, ces derniers ne peuvent obtenir que les dix sièges disponibles dans les trois circonscriptions où ils se présentent. Il est certain que des listes présentées sous l'étiquette du P.P.A. (Parti du Peuple Algérien) et menées à la bataille par Messali Hadj, auraient assuré un véritable triomphe à ceux qui sont les inlassables défenseurs du peuple algérien. Le gouvernement tripartiste ne voulait à aucun prix que l'Algérie puisse démocratiquement exprimer sa volonté et choisir comme représentants les meilleurs des lutteurs contre l'impérialisme.

Union des peuples coloniaux et du prolétariat

Ce sont les mêmes raisons qui ont fait voter en France une loi électorale antidémocratique qui n'a d'autre objectif que d'interdire à l'avant-garde du prolétariat français le droit d'être représenté au Parlement. Ainsi le gouvernement des négriers a voulu, à sa manière, démontrer la solidarité qui unit les peuples exploités des colonies au prolétariat exploité de la métropole. Cette solidarité qui se consolidera dans la lutte, au Parlement et hors du Parlement, permettra d'assurer le triomphe des libertés démocratiques en supprimant la liberté pour la bourgeoisie d'exploiter les peuples, quelle que soit la couleur de leur peau et leur étiquette nationale. Pour l'avènement des Etats socialistes du monde, la lutte des peuples aujourd'hui asservis des colonies jouera un rôle de première importance. *En luttant contre la « civilisation » barbare de l'impérialisme, les peuples coloniaux lutteront avec le prolétariat, pour une civilisation supérieure : la civilisation socialiste. Tandis que les ministres des gouvernements impérialistes, avec leurs « spécialistes » pseudo-révolutionnaires, recherchent le frein capable d'arrêter le processus historique, les leaders des peuples « arriérés » prennent leur place sur la locomotive de l'histoire. La pression monte dans la chaudière...*

Marcel BAUFRERE.

La GUERRE ou la PAIX?

Notre camarade Daniel Guérin étant malade, nous avons demandé à notre camarade Jean Marcoux de conclure la série d'articles : " La guerre ou la paix ".

par Jean MARCOUX

On peut ramener la politique du Kremlin à l'égard des menaces de guerre à trois lignes directrices :

a) Accroître par n'importe quel moyen le potentiel économique de l'U.R.S.S.;

b) Renforcer ses positions militaires et stratégiques;

c) « Neutraliser » la bourgeoisie internationale et paralyser ses tentatives d'attaque contre l'U.R.S.S. aussi bien sur le plan politique que diplomatique et militaire.

Le potentiel économique

Afin d'élever rapidement le potentiel économique de l'U.R.S.S., le Kremlin a procédé sur la base des conventions de Yalta et de Potsdam à la saisie, dans l'ensemble de la zone qu'elle contrôle, de toutes les participations industrielles ou bancaires réalisées par l'impérialisme allemand dans cette zone. Ceci a créé cette situation nouvelle : l'U.R.S.S. possède à présent, à titre de propriété, pour la première fois dans son histoire, une série de banques en Roumanie, en Hongrie et en Bulgarie qui contrôlent à leur tour une série d'industries dans ces pays.

Un autre aspect, non moins important, est le suivant : les lenteurs de la reconstruction en U.R.S.S. comme l'étendue des destructions poussent le Kremlin à procéder à la saisie et au transfert de certaines propriétés anciennement allemandes, se trouvant aussi bien dans les pays balkano-danubiens que dans la zone soviétique d'Allemagne. L'étendue de ces prélèvements a atteint jusqu'à aujourd'hui, d'après les déclarations de M. Minc, ministre de la Production industrielle du gouvernement de Varsovie, 25 à 30 % de l'outillage industriel, même dans la région allemande de Silésie, cédée à la « Pologne nouvelle ».

Outre ces transferts d'outillage qui restent suspendus comme une menace permanente sur l'ensemble des « propriétés » que l'U.R.S.S. possède actuellement dans le glacis, le Kremlin a procédé au transfert de la main-d'œuvre et à l'emploi au titre du travail obligatoire d'un grand nombre de prisonniers de guerre ou simplement d'ouvriers.

La préoccupation de l'accroissement du potentiel de l'U.R.S.S., indépendamment de l'extension du système soviétique, a entraîné non seulement la mise en coupe réglée du glacis, mais encore un dangereux divorce entre les grandes masses laborieuses de ces pays et l'U.R.S.S.

Les positions militaires et stratégiques

Le renforcement des positions militaires et stratégiques conçu sous la forme de l'extension du glacis, de l'occupation de certains territoires, de la constitution des bases militaires, de l'obtention de certains terrains « cédés à bail » (territoires de Petsamo en Finlande, Port-Arthur et Dairen en Extrême-Orient, etc.) peut sembler, au premier coup d'œil, bien charpenté et indiscutablement solide. Mais telle n'est pas l'impression qui se dégage lorsqu'on aborde plus sérieusement la question. En 1917-1921, en pleine guerre civile, l'U.R.S.S. a liquidé l'ensemble des « concessions » détenues par la Russie tsariste en Iran ou en Extrême-Orient (concessions industrielles, bases territoriales, etc.). Cette politique, loin d'affaiblir l'U.R.S.S., lui a permis de vaincre et de gagner la sympathie agissante des peuples asiatiques. Aujourd'hui, le Kremlin, non seulement rétablit le système de bases, mais l'étend à une échelle gigantesque. Comment croire que cette défense stratégique soit plus efficace aujourd'hui qu'elle ne put l'être en 1917 ?

La " neutralisation " de la bourgeoisie

Ceci nous ramène directement à la troisième orientation essentielle du Kremlin, à savoir celle de la « neutralisation » de la bourgeoisie internationale. Cette politique se traduit principalement par : 1° la politique de collaboration des partis communistes avec la bourgoisie « démocratique et progressive »; 2° l'offensive diplomatique en vue du « désarmement », du renforcement de l'unité des « Trois Grands », de l'O.N.U., etc.

La politique de collaboration sur laquelle nous sommes revenus tant de fois dans notre journal part toujours de l'idée entièrement fausse que la défense de l'U.R.S.S. est indépendante des intérêts immédiats du prolétariat international et que l'on peut sacrifier ces derniers au « renforcement » de la défense de l'U.R.S.S. Or, la politique de « neutralisation » paralyse non la bourgeoisie, mais le prolétariat, qu'elle démoralise et affaiblit. En fin de compte, cette politique renforce la bourgeoisie et affaiblit donc la défense de l'U.R.S.S.

Le " désarmement "

Enfin l'offensive diplomatique en vue du fameux « désarmement » ne se traduit pas, non plus, par des résultats sérieux. Le désarmement supposerait la possibilité du contrôle de l'ensemble de l'industrie du pays que l'on veut désarmer. Or, l'U.R.S.S. ne peut pas accepter le contrôle de l'impérialisme américain sur son économie. L'impérialisme américain, le plus dangereux et le plus rapace des impérialismes existant, n'accepterait pas de soumettre, pour les beaux yeux de l'O.N.U., son industrie au contrôle de l'U.R.S.S. La proposition du désarmement lancée à grand fracas par Molotov est peut-être destinée à ramener vers l'U.R.S.S. la sympathie de petits bourgeois pacifistes, mais ne peut entraîner des conséquences efficaces pour la défense de l'U.R.S.S.

La défense de l'U.R.S.S.

Telles sont en bref les caractéristiques de la défense bureaucratique de l'U.R.S.S. telle que la conçoit le Kremlin.

Nous, bolcheviks-léninistes, qui sommes pour la défense des conquêtes de la révolution d'octobre (la socialisation des moyens de production, la nationalisation, la planification et le monopole du commerce extérieur) et qui sommes pour le rétablissement de la démocratie soviétique qui implique l'élimination de la bureaucratie et la reprise du pouvoir par le prolétariat (la démocratie dans les conseils des ouvriers et des paysans, la liberté politique dans tous les partis qui acceptent et veulent défendre la structure économique de l'U.R.S.S.) nous disons que la « défense bureaucratique de l'U.R.S.S. » ne crée qu'une apparence de sécurité pour l'Etat soviétique.

Elle creuse en effet le fossé entre l'U.R.S.S. et son propre « glacis », elle pourrit les conditions du socialisme, paralyse la volonté de combat de la classe ouvrière et affaiblit, en fin de compte, la défense de l'U.R.S.S.

Dans les conditions de la troisième guerre mondiale qui menace, la défense de l'U.R.S.S. par les méthodes de la lutte de classes fait infiniment plus que ne pourraient le faire la constitution « d'une ceinture de sécurité » constituée par des participations industrielles, la mainmise sur certaines banques ou la cession à bail de certaines positions stratégiques.

STALINE, L'ALLEMAGNE et les deux fidélités du P.C.F.

L'INTERVIEW qu'a donné le 29 octobre dernier Staline a eu un grand retentissement. En ce qui concerne l'Allemagne, la déclaration de Staline reprenait d'ailleurs celle de Molotov du 10 juillet et cette partie de son interview peut se résumer ainsi :

— Unification politique et économique de l'Allemagne ;

— Relèvement de la production industrielle allemande.

Cette politique ainsi définie est en contradiction totale avec la politique envers l'Allemagne du gouvernement français unanime :

— Réparations ; augmentation des attributions de charbon de la Ruhr ;

— Séparation économique et politique de la Sarre et de la Ruhr.

Entre ces deux politiques contradictoires, laquelle a choisi le P.C.F.? Suit-il la France du tripartisme bourgeois, ou l'U.R.S.S. ? A laquelle de ces deux fidélités hautement proclamées est-il finalement le plus fidèle ?

C'est Pierre Courtade qui a la lourde tâche de tirer au clair pour les lecteurs de l'*Humanité* ces problèmes. Sa réponse (du 30 octobre) est d'ailleurs aussi peu compliquée que possible : il n'y a pas de contradiction entre la politique de l'U.R.S.S. et celle de la France. Et Pierre Courtade conclut : « Il n'y a rien dans l'interview du généralissime Staline qui n'ait une résonance agréable pour des oreilles françaises ».

Rien qui n'ait une résonance agréable pour des oreilles françaises ? Ce n'est nullement l'opinion de l'*aube* qui affirme : « Nous pensons, contrairement à Staline, que les réparations doivent être un moyen de diminuer le potentiel de l'Allemagne ». Ni de l'*Epoque* qui demande le démembrement de l'ouest allemand et les réparations.

Mais ces journalistes, mécontents de Staline : ce sont des bourgeois réactionnaires et peut-être des vichyssois. Pourtant, que lisons-nous dans un journal de la veille, du 29 octobre :

« Chaque fois que le mot Allemagne est prononcé dans une conférence internationale, il faut réclamer les réparations et le charbon. » Et plus loin : « Nous ne voulons pas d'une Allemagne en pleine renaissance à nos frontières ».

Le style est plus vigoureux et les demandes plus précises, mais le sens de ces demandes est absolument le même que celui de l'*aube* et de l'*Epoque*. Pourtant le journal en question n'est autre que l'*Humanité* du 29 octobre, et le journaliste qui a signé ces lignes est le même Pierre Courtade.

Voilà donc l'*Humanité* en plein accord avec toute la presse réactionnaire pour préconiser le démembrement de l'Allemagne, sa désindustrialisation, et finalement la misère pour ses ouvriers. Voilà aussi l'*Humanité* en désaccord avec l'U.R.S.S. sur une question essentielle.

— C'est toujours de la tactique, nous répondra-t-on probablement.

Peut-être, mais voyons les résultats de cette géniale tactique.

Les travailleurs allemands réduits au chômage et à la misère, déçus de toutes parts, se retournent de nouveau vers les partis nationalistes allemands ; demain peut-être de nouveau vers le fascisme.

En France, l'occupation de l'Allemagne est le meilleur prétexte pour maintenir un budget militaire de 200 milliards et pour entretenir outre-Rhin une clique vichyssoise.

Demain, ceux-là mêmes qui sèment le néo-fascisme en Allemagne viendront nous dire : « Voilà, les Boches ont ça dans le sang, ils veulent la dictature. Pour les tenir en respect, il faut une armée forte et un gouvernement fort ».

La tactique géniale du P.C.F., la politique allemande de l'*aube* et de l'*Epoque* nous mènent donc tout droit vers le règne des généraux et des curés. Tellement il est vrai qu'un peuple qui en opprime d'autres ne peut pas être libre.

Et la politique allemande de l'U.R.S.S. ? Comment expliquer que Staline soit en même temps pour le relèvement économique de l'Allemagne et pour la déportation de ses techniciens (tout comme l'Angleterre, d'ailleurs) ? Mais ceci, nous le verrons dans un prochain article, de même que la politique que préconisent les communistes internationalistes envers l'Allemagne.

Benoit GRANGER.

La fraude électorale aux colonies

L'action des Travailleurs doit imposer l'invalidation des mal-élus

Les adeptes du néo-colonialisme font grand bruit autour des droits et libertés démocratiques que la nouvelle Constitution garantit aux populations des colonies. L'une de ces conquêtes serait le suffrage universel s'étendant aussi bien aux ressortissants des territoires d'outre-mer, tous investis de la qualité de citoyens, qu'aux populations des nouveaux départements d'outre-mer, depuis longtemps pourvues de ce privilège. Il ne serait sans doute pas malaisé, en analysant cette Constitution, d'établir à quel point les règles de la plus élémentaire démocratie ont été violées au détriment des populations coloniales, et cela, tant du point de vue de leur représentation au Parlement que du point de vue de la compétence et de la composition des assemblées territoriales qui ont été créées. Mais, à s'en tenir aux seuls droits qu'on leur a accordés, il n'est pas besoin d'une grande expérience du colonialisme pour être assuré qu'elles n'en bénéficieront même pas ; l'histoire du droit de suffrage dans les vieilles colonies est là pour en témoigner.

Pour un journaliste en quête de pittoresque, un reportage aux Antilles ou à la Réunion pendant une période électorale n'est que l'occasion de « papiers » fantaisistes sur le déroulement des opérations, les luttes des clans, les bagarres et autres mœurs exotiques. Pour les travailleurs de ces îles, la réalité est tout autre ; voilà près d'un demi-siècle, en effet, qu'ils bataillent pour la sincérité des scrutins, sans qu'ils aient réussi, la plupart du temps, à envoyer au Parlement les candidats qu'ils désignent. Beaucoup d'entre eux sont découragés et les statistiques électorales enregistrent dans certaines communes un chiffre d'abstentions allant jusqu'à 70 % des électeurs inscrits. Comment prendraient-ils au sérieux cette caricature de suffrage que leur offre la IVe après la IIIe République ?

On a peine à se représenter, en France, l'ampleur de la fraude électorale aux colonies. On en rit, comme on peut le faire des classiques irrégularités de scrutins à Marseille ou en Corse. Il n'y a, cependant, aucune commune mesure entre ce qui se passe dans certains départements métropolitains et les actes de gangstérisme auxquels se livre l'administration pour faire élire, dans les vieilles colonies, les hommes dont elle a besoin. Le cas de la Guadeloupe est un des plus typiques.

Jusqu'à la fin du siècle dernier, tant qu'elle fut certaine de la docilité des travailleurs, la bourgeoisie colonialiste laissa jouer, là-bas, à peu près correctement, les règles de sa démocratie. Les choses changèrent dès que les travailleurs eurent pris conscience de leurs intérêts et émirent la prétention de s'organiser en parti de classe. En 1898, un socialiste, émule de Guesde, fut élu à la Guadeloupe. Aussitôt, la réaction prend peur et, après avoir essayé vainement d'écraser le mouvement dans la terreur, trouve plus simple de la discréditer en achetant les chefs. Les Légitimus et les Gérault-Richard, à la solde de l'usine, prêchent « l'alliance du Capital et du Travail ». Dès lors, par la corruption, la terreur et la pression administrative, ils s'assurent leur réélection. Le plus curieux, c'est que ces « socialistes » de la Guadeloupe sont, en fait, les hommes de Clemenceau qui leur accorde son appui, à l'encontre d'un candidat bourgeois que le « Tigre » voulait, à tout prix, écarter de la Chambre.

Par la suite, Candace remplace avantageusement Légitimus. En 1924, il se fait proclamer après un simulacre de scrutin ayant nécessité l'envoi d'un croiseur en rade de Pointe-à-Pitre et de plusieurs milliers de gardes mobiles qui « protégeaient » l'entrée des bureaux de vote par des mitrailleuses. Ces élections furent assurément les plus sanglantes que connurent les « vieilles colonies » ; c'est par dizaines que l'on compta les morts à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Guyane.

Aujourd'hui, les choses n'ont guère changé : si les élections aux deux dernières Constituantes n'ont pas donné lieu à de tels massacres, partout où l'administration s'est sentie assez forte pour frauder au profit de son candidat, elle ne s'est pas gênée. C'est ainsi que Mme Eboué, la veuve de ce gouverneur de l'A.E.F., dont la mémoire est remarquablement exploitée à des fins colonialistes, a pu bénéficier de scandaleuses complais

Le P.C.I. dans la CAMPAGNE ÉLECTORALE

fait entendre la voix révolutionnaire à des milliers de travailleurs

Dans la Seine

Dans les trois secteurs où nous présentons des candidats, nos camarades ont tenu plus de 70 réunions et porté encore davantage de contradictions. Au P.R.L. en particulier, les militants socialistes, communistes et trotskystes, unis fraternellement malgré les calomnies, ont montré leur volonté de barrer la route au néo-fascisme.

Nos camarades ont été porter la contradiction au P.R.L., mercredi 30, 13, rue Fajon. Les orateurs du P.R.L., F. Dupont et L. Rollin ont mis la patience des travailleurs à rude épreuve durant 2 h. 1/2. Rollin dut abréger devant les assistants qui réclamaient du temps pour la contradiction. Sept contradicteurs s'inscrivirent mais après la première intervention virulente d'un socialiste, vint un F.T.P. dont l'intervention mit le feu aux poudres. Il eut une altercation avec le service d'ordre P.R.L., composé d'anciens de la 2e D.B., qui voulut le vider. Nos camarades, suivis de nombreux ajistes et de camarades de l'U.J.R.F. et du P.C.F., se portèrent à leur tour à la tribune. Devant cette invasion, Rollin déclara refuser de siéger sous les menaces et l'injure et quitta la salle. L'*Inter* retentit, qu'essaie en vain le P.R.L. de couvrir par la *Marseillaise*. Puis F. Dupont et consorts furent escortés jusque dans la rue aux cris de « P.R.L. au poteau !» et « fascistes assassins ! » Pendant un quart d'heure, les assistants continuèrent à manifester dans la rue et à discuter entre militants de différentes organisations ouvrières, affirmant la nécessité de l'unité d'action.

La veille, déjà, une autre équipe de camarades du P.C.I. avait porté la contradiction aux mêmes F. Dupont et L. Rollin dans le 1er secteur.. L'assistance a applaudi à maintes reprises les contradicteurs dont une de nos camarades. Celle-ci ayant dénoncé le général apprenti-dictateur, F. Dupont répond en demandant à l'assistance d'acclamer le nom du général de Gaulle. Un chahut indescriptible lui répond, les applaudissements P.R.L. étant couverts par les huées des travailleurs.

F. Dupont essaie ensuite d'une classique tentative de division entre P.C.F. et P.C.I., mais notre camarade l'interrompt en faisant acclamer par les travailleurs de l'assistance l'unité d'action. Il n'a pas plus de chance quand il attaque Ferhat-Abbas et Ho-Chi-Minh, car un camarade indochinois se lève et dénonce les atrocités du colonialisme. Les Jeunesses du P.R.L. lui rétorquent en bons gardiens des traditions de la vieille politesse française : « Sale Chinois, retourne dans ton pays. »

Quand F. Dupont a terminé sa réponse, deux travailleurs lui crient : « Vous n'avez pas répondu aux arguments du P.C.I. » Un autre ouvrier aussitôt : « Il n'en a pas, lui, d'arguments ». A la sortie, encore une fois, des groupes de militants de l'U.J.R.F., du P.C.F., du P.S., du P.C.I. et des F.T.P. se forment et discutent. Tous ont senti ce qu'est l'unité d'action.

Le 1er novembre, le P.R.L. avait organisé une réunion à Boulogne-Billancourt. Les travailleurs décidèrent de recevoir comme il convenait, Barrachin, ex-bras droit de La Rocque et ses acolytes. La salle était pleine d'ouvriers à l'heure de la réunion, mais le sieur Barrachin était en retard. Le président P.R.L. voulut commencer. A ce moment, un ouvrier socialiste se lève et propose un bureau formé d'un camarade du P.C.F., d'un du P.S. et d'un du P.C.I.; la salle approuve bruyamment et la réunion se transforme en meeting d'unité d'action où les orateurs du P.S. et du P.C.I. prennent tour à tour la parole, le camarade du P.C.F. s'étant déclaré non mandaté. L'ex-président du P.R.L. veut porter la contradiction, quand arrive Barrachin. La salle se lève et entonne l'*Inter*. Cette fois Barrachin aura compris que ses arguments ne sont pas près de pénétrer dans la classe ouvrière de son secteur. Contre la réaction, les travailleurs ont compris qu'il n'y a qu'une seule réponse: l'unité d'action.

Perles électorales

Le contradicteur du P.C.F. à Sevran :

« *Je reprends à mon compte les calomnies du parti communiste contre vous..* »

Le responsable communiste à Pontoise :

« *Nous ne sommes pas les seuls à avoir peur de votre présence au Parlement.* »

Le contradicteur du P.C.F. à Persan, Pagnoux, déjà condamné pour diffamation par le tribunal de Versailles, à l'orateur du P.C.I. qui le met au défi de signer ses calomnies :

« *Mon œil ! On m'a déjà fait le coup une fois !* »

En Seine-et-Oise

Après les réunions de la première semaine de la campagne à Buchelay, Rosny, Mézières, Epône, Bray-et-Lû, Carrières, Houilles, Luzarches et dans la région de Taverny, réunion à JOUY-LE-COMTE. Le responsable des vieux travailleurs vient montrer comment seul notre programme de lutte peut servir la cause des vieux, notamment l'échelle mobile, pour ce qui ne doit plus être une allocation de charité, mais une retraite véritable. Nul doute qu'une cellule du P.C.I. sera formée.

DRANCY

Réunion de sympathisants : Samedi 9 novembre, à 20 h. 30, Café de la Poste, Salle Malaquin (face annexe école du Centre).

A ARGENTEUIL, SANNOIS, VILLEPINTE, le P.C.F. montre son sens de la démocratie en empêchant, par la force, nos orateurs de parler. C'est plus commode que de répondre. Partout la lettre de notre parti au P.S. et au P.C. confond les calomniateurs.

A CONFLANS, lors d'une réunion d'ailleurs mal préparée, le P.C.F. se dérobe et quitte la salle.

A SEVRAN, 80 assistants, presque tous du P.C.F., sont fortement impressionnés par nos idées.

A MANTES, un camion a amené, outre les responsables staliniens de la C.G.T. de Seine-et-Oise, des équipes de choc, les uns en voiture, les autres en camion, avec l'essence de la C.G.T., bien entendu.

A ARNOUVILLE-LES-GONESSE, de peur que la population vienne nous écouter, le P.C.F. a organisé une séance gratuite de cinéma.

Une des plus belles réunions, jusqu'ici, a été celle de PONTOISE.

Devant 400 personnes, notre camarade Craipeau a montré la voie de la lutte ouvrière et de l'unité d'action. Il a réduit à néant le laborieux échafaudage du responsable régional du P.C.F. A noter l'attitude sympathique des Jeunesses socialistes qui ont imposé la démocratie. La réunion s'est terminée aux accents de « l'Internationale ». A la sortie 750 fr. ont été recueillis et une dizaine de camarades ont donné leur adresse pour être convoqués par le Parti. Une cellule sera formée.

REGION ALPES-GRENOBLE

Le P.C.I. vous parle sur la chaîne régionale Alpes-Grenoble le samedi 9 novembre :

A 12 h. 14 pour la Savoie.

A 12 h. 22 pour l'Isère.

Une des deux émissions sera consacrée à l'anniversaire de la Révolution russe (7 novembre).

En Province

Du Nord à la Gironde, de l'Isère au Finistère, dans nos 16 circonscriptions, les candidats communistes internationalistes font retentir la véritable voix révolutionnaire.

A MARSEILLE, ça a chauffé dur au début. Il y a même eu de la casse. Et puis, le mercredi 30 octobre, Privas est allé porter une contradiction, qui n'était pas tendre, à un meeting M.R.P., tenu en plein air à la Belle-de-Mai, quartier presque exclusivement stalinien. Et les ouvriers ont vu le vrai visage de notre parti ! Le lendemain à Cassis, 150 auditeurs écoutent avec attention le programme de notre parti que développent Demazière et Privas. Dans la rue, les pêcheurs saluent fraternellement nos camarades.

A LYON, c'est Paillet qui mène la campagne électorale. Un meeting, salle Rameau, réunit 700 auditeurs. Un contradicteur stalinien, venu déverser sur nous des calomnies usées, se couvre de ridicule. Des réunions de quartier sont prévues à Vaise, St-Fons, Villeurbanne... On enregistre des adhésions.

Les camarades de l'ISERE en sont à leur troisième campagne électorale. Ils commencent à avoir l'habitude ! Un épisode symptomatique de la campagne à St-Laurent-du-Pont le jeudi 31 : par une curieuse coïncidence, le P.C. et le P.C.I. tiennent leur réunion le même soir et dans le même local ! Le P.C. a quarante auditeurs, le P.C.I., une dizaine. Aux dernières élections, nous avons eu 22 voix à Saint-Laurent, et les staliniens 400. Ce détail prouve à quel point les militants staliniens peuvent être découragés par la politique de leur parti.

A BORDEAUX, où Madeleine Forcada mène la campagne avec sa fougue habituelle, il y a du sport ! Les staliniens ont monté de toutes pièces une provocation destinée à montrer notre collusion avec... le M.R.P. Des affiches ont été immédiatement posées en réponse à cette calomnie. Les ventes de « Vérité » sont animées, et les jeunes copains staliniens de base discutent ferme et amicalement avec nos camarades. Le samedi 2, à la suite d'une réunion tenue par Marc Dupuy, tête de liste du P.C., un camarade du P.C.I. bondit à la tribune en brandissant des numéros de *La Vérité* illégale. « J'apporte des preuves que Dupuy est un menteur et un calomniateur ». Dupuy s'éclipse. Après une âpre discussion, les camarades, à la demande de sympathisants et de socialistes, montent à la tribune. Une deuxième réunion se déroule dans le calme. Les responsables staliniens sont discrédités.

A LIBOURNE, Madeleine porte la contradiction à Chaban-Delmas, du Rassemblement des gauches républicaines, et à Yvon Delbos. Les ouvriers l'applaudissent avec vigueur.

A CLERMONT-FERRAND, la campagne marche très bien. Les infâmes calomnies lancées par le P.C. contre Gérard Bloch leur font plus de mal que de bien. A THIERS, le 28 octobre, 500 auditeurs applaudissent longuement Bloch. Un bureaucrate stalinien lui porte une contradiction empreinte d'une telle mauvaise foi, qu'il est hué par l'ensemble des auditeurs.

Dans le TARN-ET-GARONNE, notre camarade Thourel met en déroute les calomniateurs staliniens. A MOISSAC, 400 personnes assistent à notre réunion. A l'issue de celle-ci, une cellule est constituée. Les difficultés sont très grandes par suite de la pauvreté des moyens financiers.

DANS LA MARNE. — Chaque jour les orateurs du P. C. I. tiennent plusieurs réunions à travers tout le département. Les travailleurs s'intéressent vivement au Parti et à son programme. Dans certains villages, on nous demande de venir faire des réunions. De temps en temps, un contradicteur du P.C.F. se présente, le plus souvent assez amical, quelquefois violent et calomnieux, mais sans beaucoup de succès. Les travailleurs sentent réellement la fausseté et l'aveu d'impuissance de ces procédés.

AMIENS

J. C. I. et P. C. I. : réunion de tous les membres et sympathisants le samedi 9 novembre, à 17 h. 30, Café de la Presse, rue de la République. Sujet traité : Le programme transitoire.

A PARIS

A travers les préaux de la rive gauche

Cette campagne électorale est bien moins animée que les précédentes. Souvent les préaux d'écoles, quel que soit le parti qui tient réunion, restent vides.

— Pourquoi y aller, si ça ne change rien, disent bien des travailleurs.

Pourtant, nos salles de réunions sont souvent très remplies. Un public attentif et silencieux, venu pour écouter et comprendre notre programme révolutionnaire. On écoute et on rapprend des mots et des idées comme : « lutte de classes, grève, solidarité internationale ». Toutes notions simples que les chefs socialistes et communistes tentent de faire oublier à la classe ouvrière.

Place Jeanne-d'Arc, en plein fief d'André Marty, en octobre de l'année dernière et en juin de cette année, nos réunions s'étaient transformées en bagarres. Les staliniens avaient envoyé une troupe de nervis qui ne savaient que jouer du poing pour nous empêcher de parler. Cette fois-ci, c'est tout différent. 150 ouvriers environ, calmes et silencieux écoutent. Nos camarades Montal et Parisot exposent notre programme. A la fin, aucun contradicteur ne demande la parole.

— Donnez votre avis, camarades communistes français qui êtes dans la salle, appelle Parisot. Mais on s'en va en silence.

Je m'approche d'un ouvrier :

— Qu'est-ce que tu penses de la réunion ?

— Moi, je n'en veux pas aux trotskystes de la base. Je n'en veux qu'aux huiles trotskystes.

— Mais il n'y a pas « d'huiles » chez nous. Après notre congrès tenu dernièrement, bien des camarades de la direction sont passés à la base et inversement.

Rue Fajon, dans le 13e, réunion du P.R.L. On fait donner les gros canons : Fr. Dupont, Louis Rollin. Beaucoup de J.C.I. les jeunes de notre parti. De même plusieurs ouvriers communistes français. La tribune est à photographier : de chaque côté, une dame avec chapeau à plumes et oiseaux au milieu, Fr. Dupont qui parle, et Louis Rollin, gros, rougeaud, ventru, avec une chaîne de montre voyante.

— J'étais sur cette avenue d'Italie, dit Fr. Dupont, un matin d'hiver, sous l'occupation. Il faisait froid. Je voyais les pauvres gens, pâles, marchant en file indienne, habillés seulement d'un imperméable. Depuis ce jour-là, je me suis juré de consacrer ma vie à les défendre...

— C'est ici qu'il faut rire ? interrompt un ouvrier.

— Eh, salaud ! Parle-nous plutôt des affaires que tu faisais sous l'occupation, dit un autre.

Bientôt l'atmosphère est insoutenable pour ces messieurs. Louis Rollin se lève et dit : « Nous ne resterons pas une minute de plus dans cette salle où l'on nous insulte ».

Tout le monde est debout sur les bancs. Les J.C.I. et bien des ouvriers chantent *l'Internationale*. Les P.R.L. la *Marseillaise*. Les ouvriers staliniens sont visiblement désemparés, ils hésitent. Mais la plupart se rallient au chant des travailleurs. Les camps sont nets. A la sortie, bagarre avec les nervis du P.R.L., camelots du roi et autres. Communistes internationalistes et communistes français se battent coude à coude et vident les P.R.L.

— Vous voyez qu'on peut parfois travailler ensemble, dit un J.C.I. à un U.J.R.F.

— D'accord, mais tous les trotskystes ne sont pas comme vous. Je ne comprends pas que vous ayez été pour les boches.

— Mais moi aussi qui combats les fascistes, je suis pour fraterniser avec les ouvriers allemands. Cela va très bien ensemble.

Place du Commerce, dans le 15e, 200 personnes, ouvriers et intellectuels. Alline et Boussel parlent et sont applaudis. Mais aucune contradiction. Je demande à un ouvrier communiste français que je connais :

— Pourquoi n'exposez-vous pas votre point de vue ?

— Ça nous est interdit. On ne peut parler qu'avec un mandat spécial du bureau de la section.

En réalité, les bonzes du P.C.F. n'ont aucun argument sérieux à nous opposer et les calomniateurs professionnels hésitent devant la perspective d'un procès en diffamation qu'ils perdraient à coup sûr.

En dépit des manœuvres et des embûches, grâce au dévouement de ses militants, la voix du parti révolutionnaire se fait entendre.

Bernard GRANGER.

L'avant-garde révolutionnaire se renforce

Des militants du P.S. et du P.C.F. adhèrent à notre Parti

Du Parti Socialiste

Dans le numéro du 11 octobre de « Cité nouvelle », organe de la Fédération socialiste de la Seine-Inférieure, a paru un petit entrefilet qui mettait en cause notre camarade Charles Marie. Notre camarade, en vertu des principes élémentaires de la démocratie, a demandé à « Cité nouvelle » de bien vouloir insérer une réponse. « Cité nouvelle » ne l'a pas fait. Il est vrai que bien qu'il soit désigné d'une façon suffisamment précise, notre camarade ne l'était pas nommément.

« Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es », dit le proverbe. La fréquentation des jésuites du M.R.P. porte ses fruits. Voici la réponse de notre camarade.

REPONSE A P. F.

Un courageux semi-anonyme, puisqu'il signe P.F., commente la lettre par laquelle je demandais mon adhésion au Parti communiste internationaliste, et qui a été publiée par La Vérité, *organe de ce parti.*

Convaincu qu'en France le ridicule tue, et dans le but trop évident de me faire perdre tout crédit auprès d'un nombre chaque jour plus grand d'adhérents et de sympathisants S.F.I.O. écœurés par la politique de collaboration de classes du P.S., il évoque mes démissions successives du P.C.F. et du P.S. et tente d'ironiser sur ces changements.

Il y a erreur, camarade P. F., je n'ai point changé. Les idées qui sont les miennes en 1946 sont les mêmes que celles qui étaient les miennes en 1934, lorsque pour la première fois j'adhérai à un parti politique de la classe ouvrière. Ce n'est pas de ma faute si le P.C.F., abandonnant le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets », a maintenant un certain nombre de camarades ministres. Ce n'est pas de ma faute non plus si en participant au pouvoir avec le M.R.P. le P.S. a glissé aux positions préconisées jadis par Renaudel et Déat, et que le P.S. avait alors si justement condamnés. Et quel que soit mon désir de n'être pas inconstant, je ne pouvais rester attaché à une politique dont les ouvriers, sur la feuille de paie, et les ménagères, dans leur filet, sont à même de mesurer chaque jour les effets déplorables.

Mais là où le camarade P. F. va un peu fort, et où il sort de la correction que les militants ouvriers de différentes tendances, malgré leurs divergences, se doivent entre eux, c'est quand il prévoit mon adhésion au P.R.L. Pourquoi reprend-il les calomnies staliniennes à l'égard du P.C.I. et de ses militants ? Il n'y a pas si longtemps que Cité nouvelle *protestait au sujet de la grève des postiers, contre les mensonges qui leur étaient adressés par les briseurs de grève du P.C.F. Rien, j'ose l'affirmer, dans mon attitude passée ou présente, ne l'autorise à formuler une telle injure. Ceux qui me connaissent savent, au contraire, mon aversion pour tous les partis de la bourgeoisie, qu'ils s'appellent P.R.L. ou M.R.P. Mais beaucoup d'ouvriers, j'en suis sûr, trouveront cocasse cette prévision sous la plume d'un homme qui continue à militer dans un parti qui s'est porté et se porte toujours garant du républicanisme du M.R.P.*

Charles MARIE.

Du Parti Communiste Français

Dans le numéro du 24 août 1946 de « La Champagne », le secrétaire fédéral du P.C.F. à Reims, Georges Monin, faisait paraître une « mise en garde » avertissant que le dénommé Duflot, ayant déchiré sa carte du Parti l'année précédente, parce qu'un article de lui n'avait pas passé dans le journal, venait de la redemander et s'étant heurté au refus des responsables, avait adhéré au « clan des hitléro-trotskystes », pour qui il constituait « une bonne recrue ». Nous publions la réponse du camarade Duflot.

J'ai promis à Georges Monin, secrétaire fédéral du P.C.F. à Reims, de répondre à l'article qu'il a fait paraître à mon sujet dans La Champagne *du 24 août 1946.*

C'est une réplique à l'explication que j'avais fait paraître dans La Vérité *quinze jours avant, sur le motif de ma démission du P.C.F.*

J'ai indiqué dans ce communiqué que La Champagne *avait refusé de faire paraître un article suivi de ma signature, au sujet d'un trafic illégal portant sur mille litres d'essence détournés au détriment de l'armée française en juin 1945.*

Monin prétend que le journal La Champagne *n'a pas inséré, faute de preuves.*

Mensonge ! L'article a été déposé à La Champagne *par un des témoins oculaires, Maurice Fourquet alors membre du P.C.F., et sous sa responsabilité.*

Devant ce refus, et sachant que La Champagne *avait étouffé l'affaire, j'ai déchiré ma carte de membre du P.C.F.*

Monin insinue que j'ai redemandé mon adhésion au P.C.F.

Mensonge encore ! Je défie n'importe lequel de mes anciens camarades du P.C.F. de le dire, et encore moins de le prouver. Il prétend également que je n'ai rien fait pour le parti pendant la Résistance !

Il ignore pourquoi je suis à Reims depuis 1942. Qu'il se renseigne à la police politique du ministère de l'Intérieur, qui est venue chez moi enquêter sur ma candidature. Il sera fixé.

Qu'il sache que j'ai quitté une usine de l'Aube en 1942 pour voies de fait envers le directeur et obligé de quitter cette région pour venir à Reims, sous peine de faire connaissance avec la Gestapo, et que j'ai été licencié des établissements Saurer, à Reims, par les autorités nazies. Je lui souhaite d'en faire autant à soixante et un ans.

Pour le reste, ça ne l'intéresse pas. Enterré et grièvement blessé en Champagne, le 26 juillet 1915, gazé à Verdun le 22 septembre 1916, ça n'a plus d'importance.

Je souhaite seulement au P.C.F. d'être un peu plus révolutionnaire et moins familier avec les calotins.

Les électeurs jugeront s'il est préférable de réélire les affameurs du P.C.F.-M.R.P. et la suite, ou s'ils doivent faire confiance au Parti communiste internationaliste, seul parti réellement révolutionnaire.

A. DUFLOT, candidat,
272, rue de Vesle, Reims.

★

Un camarade nous donne un exemple concret de la « démocratie » qui règne au sein du P.C.F.

Chers camarades,

Etant exclu du Parti communiste français dont j'étais membre depuis sept ans, parce que n'étant plus d'accord avec sa politique actuelle (bataille de la production, grèves étant l'arme des trusts) et lisant chaque semaine La Vérité, *je suis pleinement d'accord avec vos idées, je suis devenu un bon sympathisant à votre parti. Habitant Gagny, en Seine-et-Oise, je salue la présentation d'une liste P.C.I. dans ce département. Je vous signale un fait qui m'est arrivé cette semaine:*

Mathilde Péri, que vous connaissez, députée P.C.F. de Seine-et-Oise venait faire une réunion avec un nommé Loche, du comité central de ce parti. Le secrétaire de la section de Gagny du P.C.F., le camarade René Anne, est un camarade avec lequel j'ai milité à la Ferté-Milon (Aisne), et nous avons été tous les deux les artisans de la reconstruction du P.C.F. dans cette commune à la libération (je dois vous dire que, malgré nos divergences de vue actuelles, je suis resté en excellents termes avec lui). Or, le voyant à ladite réunion je lui annonçai mon intention de passer à la contradiction, principalement sur les calomnies portées par le P.C.F. sur le P.C.I. Mon camarade me répondit : « Je te préviens en tant qu'ami, que nous avons ordre de ne pas laisser parler les trotskystes ou sympathisants. Inutile que tu interviennes, car tu ne pourrais pas parler ! »

Pour éviter ceci, et dans la crainte qu'il s'ensuive une bagarre (la salle étant composée uniquement ou presque de P.C.F.), je lui ai fait remarquer que j'enregistrais ses déclarations et vous en ferais part, afin que vous publiiez ma lettre ce que j'espère.

Recevez, chers camarades, mes salutations. Je vous envoie en même temps un mandat de 100 francs pour la campagne électorale.

André TONISSI, cheminot, homme d'équipe, 19, avenue des Sapins, Maison-Blanche, Gagny. Ex-secrétaire du syndicat des cheminots de La Ferté-Milon, ex-délégué du personnel de la catégorie I au **premier arrondissement d'exploitation à Paris-Est.**

LA VIANDE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

Ménagères et ouvriers doivent faire leurs les mots d'ordre que le P.C.I. lance depuis deux ans et qui sont reconnus tous les jours par un nombre de plus en plus élevé de travailleurs comme les seuls efficaces pour lutter contre les affameurs.

— Les comités populaires du ravitaillement élus par les consommateurs avec les groupements d'achats des petits commerçants doivent acheter directement aux coopératives d'éleveurs qui se formeront à la production.

— La suppression des intermédiaires affameurs pourra permettre l'augmentation des prix à la production et la baisse à la consommation.

— Les prix doivent être fixés par les délégués des coopératives paysannes, des comités de ménagères et des groupements de petits commerçants.

— Le plan de répartition doit être élaboré par la C.G.T. et la C.G.A. sous le contrôle des comités populaires de ravitaillement.

Il ne s'agit pas de se battre les flancs et de s'indigner devant les scandales et de crier : « il faut empêcher les maquignons de nous affamer », comme le fait *l'Humanité*, il faut faire appel à l'initiative populaire sans laquelle rien de positif ne peut être accompli.

L'Humanité du 5 novembre crie victoire parce que les délégués de la C.G.T. ont pu empêcher un mouvement de hausse sur les bœufs à la Villette, mais il s'agit de 300 bœufs (dont on est arrivé à faire diminuer le prix) lorsque six à sept mille bœufs sont nécessaires pour la consommation parisienne. Il ne s'agit pas de faire baisser de quelques francs le prix des bœufs dont les marchands de bestiaux nous font l'aumône, mais d'enlever tout pouvoir à ces derniers en instituant le contrôle populaire du ravitaillement.

Ménagères, petits commerçants, producteurs, groupés dans leurs comités peuvent assurer à la collectivité laborieuse tous les aliments nécessaires à sa consommation. Les travailleurs doivent inlassablement mettre à l'ordre du jour des réunions de leurs organisations et de leur section syndicale, la nécessité du contrôle populaire.

Des milliers de motions réclamant la gestion populaire du ravitaillement devront être votées et créer un puissant mouvement d'opinion en faveur de la seule mesure capable d'empêcher que l'hiver soit fatal à des milliers de femmes, d'enfants et de vieillards.

R. VALENSI.

Le MILLION sera bientôt atteint

Notre souscription qui atteignait au 28 octobre 639.484 francs, atteint au 4 novembre le total général de 778.601 francs.

REGION PARISIENNE

Liste 6.111. — Vassard, 50 ; Trott, 100; Mahieu, 50. Total : 200.

Liste 6.106. — 100. Total : 100.

Liste 15.003. — G. C., 1.000. Total : 1.000.

Liste 6.125. — Pat d'Issy, 300; F. G., 100; Claude, 100. Total : 500.

Liste 6.338. — Karl, 500; Maxime, 105. Total : 605.

Liste 6.106. — Marko et Nette, 65. Total : 65.

Liste 6.366. — Mounone, 100. Total : 100.

Liste Georges. — Gredon, 50; X., 25; Georges, 100. Total : 175.

Liste 6.123. — Hofman, 50; X., 200; Cortaab, 50. Total : 300.

Liste 6.112. — Grossel, 100; Le Goff, 20; Anglade, 20; Michel, 30; Rolland, 30; Graechen, 30. Total : 230.

Liste 6.364. — X., 400. Total : 400.

Liste 15.016. — Un sympathisant, 10; Pour les Indochinois, 25; Pour un relèvement du niveau vital, 10; Un sympathisant, 20; Un socialiste, 50. Total : 115.

Liste 6.245. — Lefèvre, 50 ; Rémy, 50; X., 50; X., 50; X., 20; Hermann, 50; Aronche, 20; Hené, 50; Caron, 10; Colin, 20; Juré René, 50; Gay, 20; Foirl, 50; J., 50; Brusseau, 50; Sch, 25. Total : 615.

Liste 6.051. — Delmas, 200; Boby, 500. Total : 700.

Liste 6.083. — 100. Total : 100.

Liste 6.093. — Calbors, 109. Total : 109.

Liste 6.272. — Grégoire, 500; Bussières, 500; Colette, 500. Total : 1.500.

Liste 5.901. — Charles, 200; Alfred, 300; J. J. M., 500; Félix, 500. Total : 1.500.

Liste 5.902. — 100. Total : 100.

Liste 5.905. — Mallgal, 20; Marcel, 10; Un délégué d'entreprise, 20; Jojo 50 ; A camarades grecs, 50. Total : 160.

Liste 4.140. — Decre, 500; Fissel, 500; Mojse, 200; Chanele, 100; Julien, 100 ; Gelix, 100 ; Simon, 100 ; Lens, 100; Joce, 200; Emile, 500; X., 250; Charles, 200; Faigèle, 50; A., 10; Chantal, 50; Cycle, 10; Meger, 500; Dultain, 10; Irène, 50; Izmul, 100; Céline, 500. Total : 4.140

Liste 6.314. — Mondain, 100; Gubellet, 100; Bourgeois, 20; Courroult, 20; Rumineras, 20. Total : 260.

Liste 6.317. — Bordes, 100; Airaudi, 50; Horms, 50; Guilbert, 100; Emile, 50; Citterio, 20; X., 60. Total : 430.

Liste 6.316. — Jean Tutelle, 100; AG. Levallois, 20; Dédé Touboul, 50; G. Levallois, 25; L. B., 10; Meaufront, 50. Total : 255.

Liste Ledoux. — 15. Total : 15.

Liste 5.957. — Lippus, 50; Mme Faure, 30; Gédé, 75; Lafièvre, 50. Total : 205.

Liste André. — Emile, 300 ; Un ouvrier, 10. Total : 310.

Liste 6.359. — Durand, 100; Robert, 100; Un ex-P.C.F., 35; Pouthier, 1.000; François, 25; Sandras, 100; Dumas 100; Wilhem, 50; Renac, 40; Coupeau, 50; Paul Wilhem, 200; M. Martin, 100; André (ex. J.C.), 100; Cavalier, 100. Total : 2.110.

Liste 6.348. — Un ancien de Rava, 50; Un vrai, 10; M. G., 20; André Gouani, 50 ; Cécile, 30 ; Maurice, 100. Total : 260.

Liste 6.266. — Pélissier, 50; Laville, 100; Arnoux, 20; Lucy, 20; Floras, 40; X., 20. Total : 250.

Liste 4.460. — J. Belot, 200; Is Ruiz, 100. Total : 300.

Liste 5.004. — Dominique, 100; Anonyme, 20; Anonyme, 20; X., 100; Jean René, 100; Anonyme, 100; Lampierre, 1.500; R. B., 1.000; Pédro, 500; L.P., 2.000; Anonyme, 1.000; Christophe, 900. Total : 7.340.

Liste 5.946. — Dorneir, 150; Cordonnier, 350. Total : 500.

Liste 5.935. — François, 60; Coudron, 50. Total : 100.

Liste 6.027. — R. 1 h. de travail, 24; J. Cochinat, 50; C.N.E.P., 25; Un indochinois, 20 ; Ex. J.C.F., 30; Paul A., 10; Vente de la Vérité, 35; Un secrétaire de cellule du P.C.F. pour que le P.C.I. devienne un grand parti, 100; Camarade U.J.R.F. de la 6e section qui croit encore à la tactique, 30; Amis de la « Vérité », 50; Robin, 25; Camarade J. S., 20; Responsable syndical pour l'échelle mobile, 80; Jacqueline, 20; Robin, 44. Total : 563.

Liste 6.046. — Roger Lerr, 55; X., gare de Lyon, 100; Bonlin, 20; Un cheminot, 20. Total : 195.

Liste 6.039. — Nicolle, 10; Maryse, 10; X., 20. Total : 40.

Liste 6.030. — X., 50 ; Sympathisante, 100; Anonyme, 20; Alain, 50. Total : 220.

Liste 6.026. — Marie, 100; Choran, 50; Asselineau,20; René, 20; Huleux, 50; Jourgoux, 50; Rafforgné, 100. Total : 390.

Liste 6.036. — Groman, 30; Sinodi, 50; Cohen, 10; Niderges, 50; Bercy, 30; Vente « Vérité », 10; Flora, 30. Total : 210.

Liste 6.040. — Schül, 50 ; Jean-Marie, 50. Total : 100.

Liste 6.037. — Une sympathisante, 20; Bob, 50; X., 20; Un lecteur, 10; Pour la « V. », 50 ; Paul, 50 ; Jean Pierre, 50; Un sympathisant, 20. Total : 270.

Liste 6.031. — Pour le socialisme, 50; Un Viet-Namien, 15; Contre Napoléon IV, 5; C. Kalok, P.G., 5; P. Martin, 10. Total : 85.

Liste 6.041. — J. C. I., Amiens, 200; Un receveur P.T.T., 50; Un retraité, 50; Un camarade, 100. Total : 400.

Liste 6.042. — François Bienvenue, 200; Richer Daniel, 500. Total : 700.

Liste 6.014. — Marchand M., 30; Ragaud, 20; X., 10; Vandercyl, 20; Lelehat, 20; Vasile, 40; Au cours d'une vente, 15. Total : 155.

Liste 6.006. — Piou, 100; Un lecteur, 7; Les lecteurs, 2; Lepage, 200; Un lecteur, 3. Total : 322.

Liste 6.001. — Raphaeli, 30; Un camarade, 50; Colombine, 15; Manin, 200; Un camarade, 25; Mann, 150; Vieillard, 30. Total : 500.

Liste 6.004. — Mme Follezou, 100. Total : 100.

Liste 5.000. — Bastin, 100; Troude, 20; Coudère, 20; Dagnaud, 20; Maul 100. Total : 260.

Liste 5.998. — Delaporte, 50; Ganeau, 30; Georges, 25; Pierre, 50; Nicole, 15; Lolet, 30; Jo, 20; Paulette, 50; Jezy, 100. Total : 370.

Liste 6.003. — Raymond Dufour, 10; X., 40; Rousselot, 40; Georges, 10. Total : 100.

Liste 6.010. — Pierredon, 100. Total: 100.

Liste 15.012. — Sylvio, 200; Q., 100; Sébastien, 100; Toni, 100; Pole, 50; Georges, 100; Innocenti, 100; Zabrizi, 50; Paul, 100; Trenientino, 50 ; Total : 950.

Liste 6.322 (2e *versement*). — 100. Total 100.

Liste 6.320. — 1.000. Total : 1.000.

Liste 15.015. — Un ancien déporté, 30; Un métallo du XXe, 20; Mirbelle, 20. Total : 70.

Liste 6.329. — Un militant du P.C.F., 10; Mariel, 300; Arène, 400; Noya, 20; Paulette, 20; Royez, 30; Jacqueline, 30. Total : 810.

Liste 6.149. — H. Sulma, 500; F. Castéran, 500; Hte Duval, 500; Marcel M., 500; G. Maurice, 200; Clichy, 100; Léon H., 100; Patin S., 50; Un artisan, 100. Total : 2.550.

Liste Lecoin. — Donta, 1.000; Rolande, 100; Odette, 200; Elise, 200. Total : 1.500.

Liste 5.919. — Valsset, 50; Marron, 20; Réunion rue H., Chevreau, 40; Rue Neuve-Saint-Pierre, 160; 40, rue des Pyrénées, 230. Total : 500.

Liste 5.912. — Un maçon, 30; Un commerçant, 100. Total : 130.

Après avoir assisté à un meeting U. J. R. F. — Héiène, 200; Anonyme, 50; Un groupe de sympathisants, 500; Un groupe de jeunes de l'Est, 1.200; Jacques, 200. Total : 2.150.

Liste 5.953 (*Taverny*). — Groidans (2e versement), 100; Chartier, 50; Barraquin, 100; Un ouvrier, 10; Lucien, 5; Institutrice, 15; Un cordonnier, 50; René, 10; Korniquet, 50; Un ouvrier du bâtiment, 100. Total : 490.

Isolés. — Total : 100

REGION DE LA MARNE

Marie-Jeanne, 20; Puins, 100; Sazou B., 50; Un sympathisant, 200; Anonyme, 100. Total : 470.

REGION LYONNAISE

Liste 5.800. — Un vrai révolutionnaire, 50; Deux jeunes de la J.C.I., 70; Igoni, 20; Aubert, 10; Lucien, 50; Léon et Paulette, 30; Marono, 20; Condy, 30. Total : 280.

Liste 5.823. — Mme Brachet, 100; Chamaplle, 50; Renée Filleul, 50; Pierre, 75; Giscion, 50; M. Breton, 40; Anonyme, 50; X., 30. Total : 445

REGION D'ANGERS

Liste 5.530. — Cayez Rolande, 10; Cayez Isabelle, 10; Ysova, 20; Cayez Irène, 20; Héréclia, 50. Total : 110.

REGION DE L'ISERE

Néret, 50; La Mure, 100; X., 3; X., 4; Charrière, 29; Héiène, 40; Fabre, 100; Darnaud, 200; Richard, 50; Sympathisant S.F.I.O., 50; M.L., 75; S.L. Godard, 500; FF.E. Cholet, 68; Bey, 200; Balme, 10; Laboreerie, 500; Mme Marin, 500; Laurent, 500; E. Desaint, 500; Riboud P. T. T., 100. Total : 3.579.

REGION DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE

Br., 200; Gau, 200; N., 200; Docteur L., 400. Total : 1.000.

REGION DE SAINT-QUENTIN

Vaneque, 50; Proye, 50; Schaetsart, 200; Laurent, 50; H. Gronin, 50; Leclère, 20; David, 20; Maurice, 20; Bilce, 30; F. Vauthier, 20; Lesage, 20; Mme Lefèbre, 20; Richard, 20; Un camarade, 50; Payen, 20; Mme Jouneaux, 200; Lengrand, 25; Blanchet, 100; Mme Vauthier D., 50; Maillap, 20; Millet, 20; Auguet, 5; Moret, 10; Riquet, 10; Lecherc, 20; Maliaprez, 100; Guilbert, 50; Dispot, 35; X., 7; Rivet, 50; Maillet, 70; Lemaire Emile, 30; Godelle, 20; Un camarade, 20; Blanchet (2e vers.), 50; Alix, 200. Total : 1.732.

VERDEUIL

Liste 5.569. — Proudhon, 50 ; Gabriel Petit, 20; Pelier, 1.000; Facin, 10; Plouier, 10; Morandor, 10. Total : 1.100.

ST-YVI